

FOOTBALL / PARADIGME MAROCAIN
D'UN LEADERSHIP CONTINENTAL



MENSUEL DE L'ACTUALITÉ DES PERSONNALITÉS AFRICAINES

LA CLÉ POUR COMPRENDRE L'AFRIQUE

HOMMES d'AFRIQUE

Magazine

www.hommesdafrique.com

N° 146 SEPTEMBRE 2023

PARTENARIATS MULTILATERAUX

Africa: CE/MC : 1500 fda - Other african country: 4\$ US - Europe: 4 Euros - Switzerland: 650 CHF - America: 65 US - Morocco: 20 Dhs - Madagascar: 5000 ARARY



ACTEURS & PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT POUR L'AFRIQUE



FÊTE DU TRONE
DISCOURS
INTEGRAL DE SA
MAJESTE LE ROI
MOHAMMED VI

GUINÉE ÉQUATORIALE
FORUM RÉGIONAL DE
HAUT NIVEAU SUR LE
DÉVELOPPEMENT DU
SECTEUR AGRICOLE



www.femmesdafrique.com

PANAFRICAN MONTHLY FOR GENDER PROMOTION

FEMMES d'AFRIQUE Magazine



N° 2 Rue Australia - Imm. N° 04 - Océan - Rabat - Maroc
 Tél. : +212 5 37 72 58 31 • Gsm : +212 6 48 82 21 37
 Site web : www.femmesdafrique.net

Afrique Zone CEMAC : 1500 fcfa - Autres pays d'Afrique : 4\$ US - Europe : 5 Euros - Amérique : 6\$ US Maroc: 15 Dh

SOMMAIRE

FOCUS

6-29 **SOMMET RUSSIE-AFRIQUE**
A ST-PETERSBOURG : La Russie s'invite au développement de l'Afrique

POLITIQUE

30-35 **Niger : Mohamed Bazoum n'est plus le président...**
Niger : Leçons d'un putsch sans prétexte fédérateur ni rêve enchanteur
Pourquoi la France « pleure » après le putsch au Niger ?
9e Congrès panafricain au Togo : Robert Dussey, Ministre des Affaires étrangères : « Le Congrès panafricain doit être un levier de croissance économique ou de développement inclusif en Afrique »

DIPLOMATIE

36-39 **Centre D'information Sur La Cooperation Sud-Sud Et Triangulaire / Forum Régional De Haut Niveau Sur Le Développement Du Secteur Agricole : "Libérer le potentiel de l'industrialisation et du développement des chaînes de valeur agricoles en Afrique Centrale : Une approche de coopération sud-sud et triangulaire"**

SPÉCIAL FÊTE DU TRÔNE

40-43 **DISCOURS INTEGRAL DE SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI**



ÉCONOMIE

44-53 **BRICS : LA MINORITE GRANDE DE STRATEGIES CONQUERANTES !**
Industrialisation : Les six secteurs qui vont booster la manufacture en Afrique de l'ouest
Afrique Centrale : Un plan d'industrialisation régional pour révolutionner le secteur productif
LAPSET : Le corridor économique qui va transformer toute l'Afrique de l'Est
Télésphe AFFAGNON, Docteur en Prospective et Expert consultant international auprès des Nations Unies : «Il faut occulter l'hypothèse de toute intervention guerrière» au Niger

SPORT

54-65 **FOOTBALL : Les grands axes de la vision futuriste qui fait gagner le Maroc**
Interview exclusive avec Chris Van Puyvelde, Directeur technique (DTN) de la Fédération royale marocaine de football (FRMF) : «C'est au bout de l'action qu'on a le résultat»...

CULTURE

66 **Musique reggae : Un featuring inédit pour envisager un monde meilleur**



Votre magazine Hommes d'Afrique est disponible sur Kalpin, le premier kiosque digital au Maroc

Prix
unitaire

60 DH

Accès digital

Prix
annuel

590 DH
Par an

Accès digital
à 12 numéros

Prix
étudiant

530 DH
Par an

Accès réservé
aux étudiants



NOUVEAUX PARTENARIATS AFRIQUE-MONDE : ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

L'actualité de ces derniers mois a propulsé l'Afrique au-devant de la scène où, une fois encore, comme dans le passé, se sont posés, à chaque fois, les enjeux de développement du continent et les partenariats multilatéraux censés l'impacter.

Les récentes rencontres de haut-niveau - le 2e Sommet Russie-Afrique des 27 et 28 juillet 2023 à Saint-Petersbourg (Russie) et le 15e Sommet des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) des 22 au 24 août à Johannesburg (Afrique du Sud) - en sont une parfaite illustration.

En effet, lors de ces deux événements, les responsables de haut-niveau des pays concernés et les Africains ont débattu de l'aide, de la coopération accrue dans les domaines multiformes : développement économique de l'Afrique, réduction de l'écart de développement et de richesse, approvisionnement alimentaire, partenariat-public-privé, travaux publics, eau, énergie, etc.

Il va s'en dire que le bien-être de l'Afrique ainsi souhaité est indissociable de celui des partenaires issus d'horizons divers ; la coopération partenariale constituant donc une mission majeure de notre temps.

Ainsi, le moment, me semble-t-il, est propice pour l'Afrique. Elle doit saisir les chances qu'offre un partenariat équitable avec ces différents pays dont nombre d'entre eux sont des puissances économiques incontestées à l'échelon mondial.

Dans ce jeu global à somme multiple, chaque Etat africain doit absolument tirer son épingle du jeu. Sinon, quelques années plus tard, nous en serons encore là à épiloguer sur de nouveaux types de partenariats qui, finalement, ne nous ont rien apporté de concret.

Pour cette raison, je pense, très sincèrement, qu'au milieu de tous ces partenariats, les Etats africains doivent établir des relations étendues qui reflètent leur importance politique et économique aux yeux de ces pays qui la convoitent et «respectent» leur grande diversité et complexité régionale : ceci, en se basant sur les principes et les objectifs définis par les pays africains dans leur Agenda 2063 pour relever les défis

planétaires.

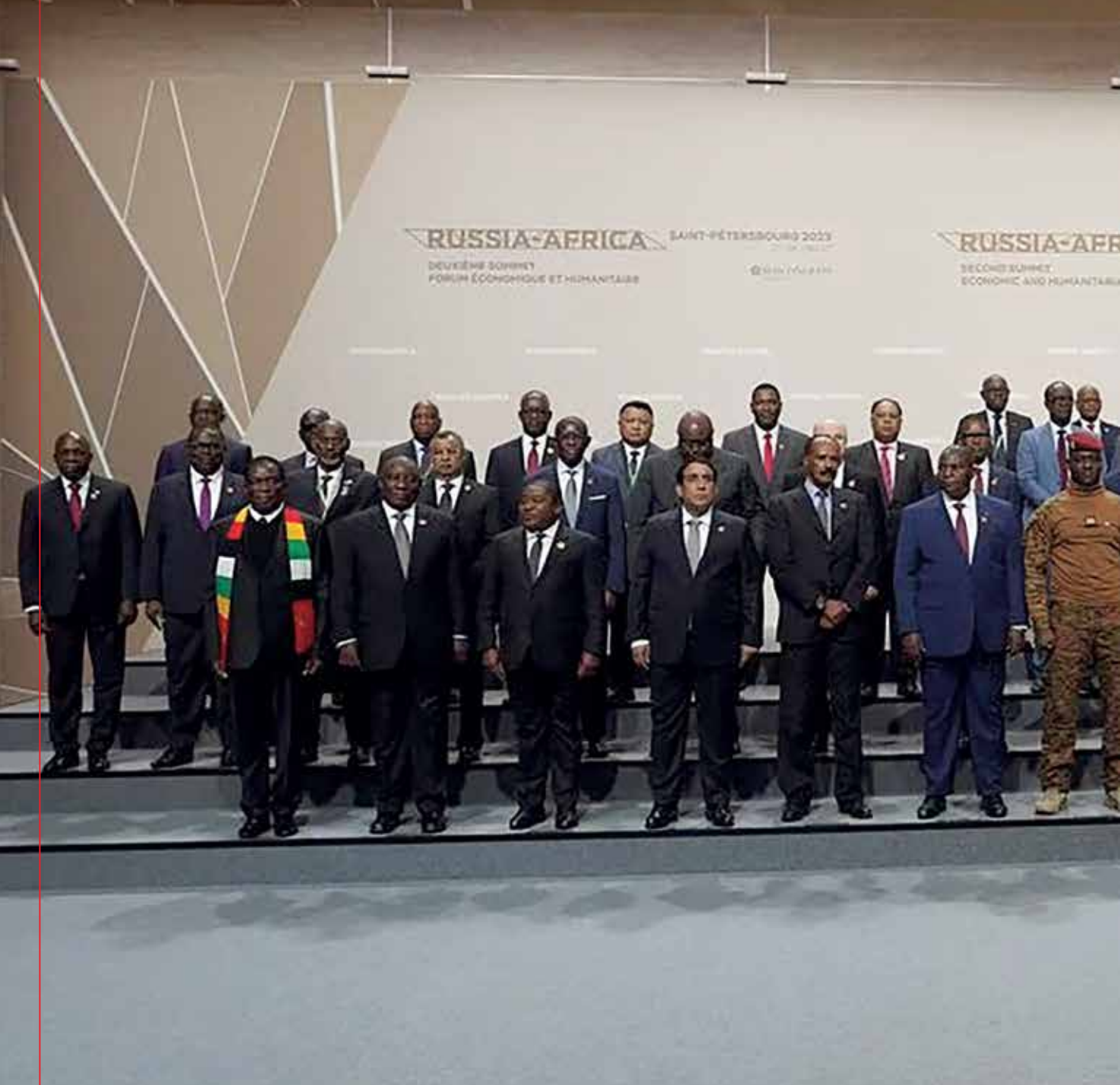
En clair, au-delà des opportunités, les Etats africains doivent intensifier leur politique de développement. Celle-ci devant s'appuyer sur les priorités et les initiatives proposées par l'Union africaine qui joue un rôle de premier plan dans l'amélioration des partenariats africains et leur recentrage plus stratégique, afin de répondre aux priorités africaines en matière de croissance et de transformation, telles qu'énoncées dans le programme de développement du continent, l'Agenda 2063.

Dans un tel sillage, nous suggérons à nos dirigeants de se concentrer prioritairement sur les thèmes d'avenir, à savoir l'économie numérique, l'innovation et l'éducation, le commerce ainsi que les investissements du secteur privé. Sur un autre front, il est aussi primordial pour eux de renforcer les droits de l'homme, la participation sociale, la bonne gouvernance et l'état de droit.

Aussi, est-il temps, pour l'Afrique et tous ces pays qui la convoitent, de donner à leur coopération une nouvelle qualité. Les spécialistes des questions de développement parlent de coopération dans l'intérêt mutuel, de renforcement du rôle que se sont assignés les partenaires africains et les organisations africaines dans le monde, de suivre une approche africaine globale qui soit cohérente, coordonnée et qui s'inscrive dans le contexte mondial et multilatéral... de promotion de la paix, la sécurité et la stabilité, d'assurer un développement économique durable, la croissance, la prospérité et l'emploi pour tous, investir dans les perspectives d'avenir de la jeunesse et des femmes africaines, renforcer avec l'Afrique l'ordre international fondé sur des règles et, enfin, approfondir les partenariats au niveau de la société civile.

Qui plus, contribuer à ce que l'Afrique et tous les partenaires coordonnent davantage leurs positions au sein des institutions internationales et des forums multilatéraux et s'engagent, ensemble, en faveur d'un ordre international fondé sur des règles et respectant le droit international, ainsi qu'en faveur d'un commerce international libre, juste et fondé sur des règles équitables.

SOMMET RUSSIE-AFRIQUE A ST-PETERSBOURG



La Russie s'invite au développement de l'Afrique





Tenu à Saint-Petersbourg les 27 et 28 juillet, le second sommet Russie-Afrique aura connu une participation mitigée en nombre par rapport à la première édition, organisée à Sotchi en octobre 2019. Un sommet où le président Poutine s'est employé à rassurer ses partenaires africains parmi lesquels certains n'ont pas caché leur joie de collaborer avec la Russie. Plusieurs enseignements sont à retenir de ce grand rendez-vous à enjeux...

Alors que 43 chefs d'État et de gouvernement s'étaient à l'époque déplacés sur les rivages de la mer Noire, seuls 17 d'entre eux étaient présents dans l'ancienne capitale de l'empire russe. Dans son message de bienvenue aux participants à l'événement, le président

russe Vladimir Poutine a souligné, dans la journée du mercredi, l'engagement de la Russie à continuer le développement des relations avec les pays africains, à travailler pour stimuler le commerce et l'investissement avec eux, et à les aider à combattre la pauvreté et à lutter contre la crise

climatique.

Le dirigeant russe s'est ainsi engagé à fournir – gratuitement – dans les mois qui viennent « jusqu'à 50.000 tonnes » de céréales au Zimbabwe, à la Somalie, à l'Érythrée, au Mali, à la Centrafrique et au Burkina Faso.

Une annonce qui intervient peu après la non-reconduction de l'accord sur les exportations céréalières, qui a permis sur l'année écoulée de sortir près de 33 millions de tonnes de céréales des ports ukrainiens en dépit du conflit en cours.

Le chef du Kremlin a par ailleurs ajouté une longue liste de promesses. Il s'agit entre autres de l'accueil de plus de 35 000 étudiants africains en Russie, l'ouverture de filiales d'universités russes sur le continent, le déploiement de technologies destinées à aider l'agriculture

Vladimir Poutine a souligné l'engagement de la Russie à continuer le développement des relations avec les pays africains...

locale, et une invitation à venir participer à un festival de la jeunesse à Sotchi...

Ce sommet hautement politique a été émaillé de plusieurs faits marquants. Ces faits dénotent de ce que l'Afrique part encore divisée se mettre avec un nouveau partenaire stratégique. Tout le monde a retenu les vérités crues du Capitaine Traoré, chef de l'Etat du Burkina Faso. Une salve mal digérée par Macky Sall, président du Sénégal dont la réaction traduisait un certain agacement.

On a eu également l'épisode de la photo de famille. Trois présidents n'ont pas souhaité apparaître sur la photo de famille. Ils ne souhaitaient pas apparaître aux côtés de putschistes, selon ce qui est revenu de St-Petersbourg. S'ils mettent en avant des principes de l'Union africaine pour justifier leur attitude, ces présidents africains sont plutôt accusés de jouer le jeu de l'Occident. En effet, ces présidents n'ont eu aucune gêne à poser aux côtés de Joe Biden lors du Sommet Etats-Unis-Afrique où se trouvaient des présidents pas très démocratiquement élus...

Pour plusieurs analystes, Poutine était heureux de recevoir plutôt des chefs d'Etats africains dont les pays ont clairement affiché leur collaboration avec la Russie. Il s'agit du centrafricain Touadera, du Malien Assimi Goita et du Burkinabè Ibrahim Traoré qui aura volé la vedette à tous. C'était, dit-on un sommet de la clarification stratégique. Pendant qu'il se déroulait, un autre pays africain, le Niger semble avoir basculé dans le giron russe avec la destitution de Bazoum.

Un forum économique en marge du

sommet politique

Si la politique était naturellement le premier sujet de cette rencontre, le volet économique n'a pas été négligé. En effet, l'autre grand enjeu était le forum économique, organisé en parallèle par les grands chefs d'entreprises russes. Celui-ci aura notamment permis de mettre en lumière l'authentique savoir-faire russe dans nombre de domaines stratégiques pour l'Afrique : extraction minière, hydrocarbures, nucléaire, armement...

Les Russes ont de quoi enchanter les Africains. Ils mettent en avant des atouts tels que l'effacement de toute ou partie de la dette

Poutine a souligné l'engagement de la Russie de développer les relations avec les pays africains, stimuler le commerce et l'investissement.

en échange d'une coopération militaire renforcée. Ils proposent aussi l'accession à des ressources naturelles, qui seront ensuite exploitées par des poids-lourds de l'économie russe comme Rostec (armement) Gazprom, Rosneft et Lukoil (hydrocarbures), Alrosa (diamants), Rusal (aluminium) et Rosatom (nucléaire)...

Des pistes pour un partenariat économique fort...

La Russie est vue comme étant le

bouclier sécuritaire de certains pays africains contre l'Occident. Cependant la Russie veut aussi compter au plan économique. Sur le continent, elle est à seulement 18 milliards d'échanges avec l'Afrique en 2022, (principalement avec l'Afrique du Nord). Ce chiffre comparé aux géants européen (275 milliards), chinois (254 milliards), indien (75 milliards) et américain (64 milliards), montre bien le retard que Moscou tente de combler en s'intéressant plus que jamais aux développements politiques sur le continent africain. Un activisme très mal vécu par la France et le reste de l'occident. Ces derniers, dormant sur leurs lauriers en considérant l'Afrique comme leur pré-carré, n'ont pratiquement rien vu venir... Le sommet a sûrement accru le rapprochement entre l'Afrique et le géant Russe. Les peaux de banane lancées par les occidentaux aux délégations africaines pour dissuader leur déplacement ont servi de carburant.

Le rapprochement des économies va davantage solidifier ce lien. Désormais les échanges commerciaux et financiers se feront en rouble, la devise russe. Une victoire pour Moscou et une libération pour l'Afrique !

Toutefois, pour véritablement se poser en recours stratégique, la Russie de Vladimir Poutine devrait travailler à accroître les investissements russes en Afrique. Face à la timidité entretenue de l'occident à investir pour un secteur productif compétitif et durable en Afrique, la Russie pourrait saisir l'opportunité de la ZLECAF et tirer avantage de ce vaste marché en investissant dans l'industrie et les infrastructures fiables.



RUSSIA-AFRICA

T. PETERSBURG 2023

COMORES

Azali Assoumani, Président de l'Union Africaine et Président de l'Union des Comores prédit un « bel avenir » avec les Russes

Votre Excellence Président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine, Excellences, Mesdames et Messieurs, Chefs d'Etat, Monsieur Moussa Faki Mahamat, Président de l'Union Africaine Commission,

Que la miséricorde et la bénédiction d'Allah soient sur vous.

Monsieur le Président, merci de me donner la parole. Je tiens encore une fois à vous remercier sincèrement pour l'accueil chaleureux et cordial. Merci de nous recevoir à ce sommet aujourd'hui. Nous apprécions le dîner que vous nous avez offert hier; ce fut un dîner très merveilleux avec un accompagnement superbe. Cela a mis en évidence une fois de plus le potentiel culturel de la belle ville de Saint-Pétersbourg.

Je voudrais souligner une fois de plus une coopération exemplaire entre notre continent et votre pays. Nous avons des gens extrêmement travailleurs, créatifs et résilients, et tout cela évoque le respect. Cette qualité exemplaire a été confirmée lors de nos travaux d'hier, qui se sont déroulés dans de très bonnes conditions, et cela a permis de signer de multiples accords. Cela aura un impact positif sur notre coopération.

Je tiens à souligner que notre partenariat a un bel avenir, surtout si nous impliquons activement les jeunes et les femmes. C'est l'avenir de nos pays et nous devons leur inculquer les valeurs de l'entrepreneuriat.

Cela contribuera également à améliorer le climat des affaires dans les pays de l'Union africaine. Les initiatives de promotion de l'investissement national et étranger sont également très importantes : les jeunes Africains incroyablement dynamiques, les start-up créatives, les petites et moyennes entreprises. Nous travaillons activement dans le domaine de la recherche et de la science malgré le manque de financement.

Nous devons tenir compte des priorités de chacun, ainsi que de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Cela contribuera à une croissance durable dans la

Fédération de Russie et l'Union africaine.

L'Union Africaine s'implique dans la transformation économique. Bien sûr, la Russie participera à des projets d'investissement, et elle utilisera également nos nombreuses ressources.

Nous voulons construire une Afrique économique et sociale qui s'intégrerait au reste du monde. Bien sûr, nous devons développer le commerce et l'investissement conformément à nos objectifs communs.

En matière de formation au numérique, la Russie a fait d'immenses progrès. Nous devons développer le capital humain pour travailler dans ce domaine et renforcer et soutenir le développement durable pour engager le maximum de jeunes.

En ce qui concerne la paix, la sécurité, la démocratie et les droits de l'homme, évidemment, nous apprécions beaucoup certains de nos partenaires. Cependant, nous demandons à certains partenaires de ne pas s'immiscer dans nos affaires internes. Nous nous opposons aux changements anticonstitutionnels car ce qui se passe parfois sur notre continent ne profitera pas à nos pays. Nous, l'Union africaine, condamnons les changements anticonstitutionnels qui ont eu lieu au Niger, et nous nous joignons à la communauté internationale à cet égard.

Je voudrais mentionner la coopération bilatérale entre les Comores et la Russie. Dans les années 1980, l'Union des Comores a donné l'opportunité à des centaines de ses étudiants de faire des études en Union soviétique, et aujourd'hui ces spécialistes occupent des postes de décision très importants dans notre pays, en particulier dans les secteurs commerciaux et économiques. Certains d'entre eux sont membres de ma délégation, beaucoup travaillent comme interprètes. Nous vous remercions pour cette coopération amicale et efficace.

Je suis convaincu que tous mes collègues ici présents apprécient cette coopération avec la Russie et sont disposés à la renforcer dans l'espoir que nos relations, qui ont été entravées par la crise russo-ukrainienne, reprendront après sa résolution.



BURKINA

Le Capitaine Ibrahim Traoré veut tisser de nouvelles relations et donner un meilleur avenir à nos peuples

Le président de la Transition du Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré aura été la « star » du deuxième Sommet russo-africain tenu à St-Petersbourg en Russie. A travers un langage n'ayant que faire des circonvolutions diplomatiques, le capitaine Traoré a secoué bien des susceptibilités chez les chefs d'Etat africains. L'intégralité d'un discours qui a fait mouche...

Camarade Président Vladimir POUTINE ;
Camarades Présidents et chefs d'Etat africains ;
Camarades Chefs de délégation ;

Bonjour,

C'est un honneur pour moi de prendre la parole ici et de vous passer le salut fraternel du peuple du Pays des Hommes intègres. C'est aussi le lieu pour moi, avant tout propos de rendre à grâce à Dieu, Dieu tout puissant qui nous a permis de nous réunir ici ce matin en bonne santé pour parler de l'avenir et du bien-être de nos peuples.

Je voudrais m'excuser auprès des aînés que je pourrai vexer dans mes propos à venir. Africanité, oblige, le droit d'ainesse, je me dois de m'excuser.

Camarades,

J'ai quelques questions de ma génération. Mille et une questions qu'on se pose. Mais nous n'avons pas de réponse. Il se trouve qu'ici nous pouvons laver notre linge sale parce qu'on se sent en famille. On se sent en famille en ce sens que la Russie est aussi une famille pour l'Afrique. C'est une famille parce que nous avons la même histoire.

La Russie a consenti d'énormes sacrifices pour libérer le monde du nazisme pendant la seconde guerre mondiale. Les peuples africains, nos grands-pères ont été déportés de force aussi pour aider l'Europe à se débarrasser du nazisme. Nous partageons la même histoire en ce sens que nous sommes les peuples oubliés du monde. Que ce soit dans les livres d'histoire, dans les documentaires ou films, on tend à balayer le rôle prépondérant qu'ont joué la Russie et l'Afrique dans cette lutte contre le nazisme. Nous sommes ensemble parce qu'actuellement nous sommes là pour parler de l'avenir de nos peuples, de ce qui va advenir demain, de ce monde libre auquel nous aspirons, de ce monde sans ingérence dans nos affaires internes.

Nous avons les mêmes perspectives, et je souhaite que ce sommet soit l'occasion de pouvoir tisser de très bonnes relations en vue d'un meilleur avenir pour nos peuples.

Les questions que ma génération se pose sont les suivantes, si je peux me résumer, c'est de ne pas comprendre comment l'Afrique avec autant de richesses sur son sol, avec une nature généreuse, de l'eau, du soleil en abondance, l'Afrique est aujourd'hui le continent le plus pauvre ? L'Afrique est un continent affamé ? Et comment se fait-il que nos chefs d'Etat traversent le monde pour mendier ? Voici des questions que nous nous posons et que nous n'avons pas de réponse jusque-là.

Nous avons l'occasion de tisser de nouvelles relations et j'espère que ces relations puissent être les meilleures pour donner un meilleur avenir à nos peuples.

Ma génération me charge aussi de dire que c'est par le fait de la pauvreté qu'elle est obligée de traverser l'océan pour essayer de rallier l'Europe. Elle meurt dans l'océan. Mais que prochainement, elle n'ira pas vers l'océan parce qu'elle viendra devant nos palais pour chercher leur pitance quotidienne.

Pour ce qui concerne le Burkina Faso, aujourd'hui nous sommes confrontés depuis plus de huit ans à la forme de manifestation la plus barbare, la plus violente du néocolonialisme, de l'impérialisme ; l'esclavage qu'on tend à nous imposer. Nos devanciers nous ont appris une chose ; « l'esclave qui n'est pas capable d'assumer sa révolte ne mérite pas que l'on s'apitoie sur son sort ». Nous ne nous apitoyons pas sur notre sort, on ne demande pas que quelqu'un s'apitoie sur notre sort.

Le peuple burkinabè a décidé de lutter : de lutter contre l'hydre terroriste pour relancer son développement. Dans cette lutte, de vaillantes populations se sont engagées à prendre des armes face au terrorisme. Ceux que nous avons affectueusement appelé les VDP, les Volontaires pour la défense de la patrie.

Nous sommes surpris de voir des impérialistes traiter ces VDP de milices de tout type. C'est décevant parce qu'en Europe lorsque des peuples prennent des armes pour défendre leur patrie, on les appelle des patriotes. Nos grands-pères ont été déportés pour sauver l'Europe. Ce n'était pas avec leur consentement, c'était contre leur gré. Mais au retour, on se rappelle bien qu'à Thiaroye lorsqu'ils ont voulu revendiquer leurs droits élémentaires, ils ont été massacrés. Cela ne fait rien. Lorsque nous, peuples, décidons de nous défendre, on nous traite de milices. Mais là, n'est pas le problème. Le problème, c'est de voir des chefs d'Etat africains qui n'apportent rien à ces peuples qui se battent mais qui chantent les mêmes choses que les impérialistes en nous traitant de milices, en nous traitant d'hommes qui ne respectent pas les droits de l'Homme. De quels droits de l'Homme parle-t-on ? Nous nous offusquons contre cela et c'est honteux. Il faut que nous les chefs d'Etat africains arrêtons de nous comporter en marionnettes qui dansent à chaque fois que les impérialistes tirent sur les ficelles.

Hier le Président Vladimir POUTINE a annoncé l'envoi de céréales en Afrique. Nous sommes bien contents et nous lui disons merci pour cela. Mais aussi un message passé à nos chefs d'Etat africains parce qu'au prochain sommet, nous ne devons pas venir ici sans avoir assuré pour ceux qui ne connaissent pas la guerre l'autosuffisance alimentaire à nos peuples. Nous devons prendre l'expérience de ceux qui ont pu atteindre cet objectif en Afrique, tisser de bonnes relations ici, tisser de meilleures relations avec la Fédération de Russie pour pouvoir répondre aux besoins de nos populations.

Je ne serai pas très long, le temps imparti étant court, mais je voudrais terminer en disant que nous devons rendre hommage à nos peuples, à nos peuples qui se battent.

Gloire à nos peuples

Dignité à nos peuples

Victoire à nos peuples

La patrie ou la mort, nous vaincrons !

Merci camarades.



MALI

LE COLONEL ASSIMI GOÏTA, UN NOUVEAU LOOK POUR UNE COOPERATION RENFORCEE AVEC LA RUSSIE

Depuis sa prise de pouvoir, on ne l'avait jamais vu dans un tel attirail. Le chef de la transition malienne, Le Colonel Assimi Goïta, Chef de l'Etat du Mali, qui a pris part au 2è Sommet Russie - Afrique tenu à Pétersbourg en Russie, s'est métamorphosé. En Russie, c'est un homme sans son treillis des Forces spéciales et sans sa barbe légendaire qui a salué la coopération avec la Russie. Une coopération militaire qui devrait s'étendre dans d'autres domaines dit-il.

Excellence, M. le Président de la Fédération de Russie, Excellences,

M. les chefs d'Etat et de gouvernement du continent africain,

M. les Présidents des instances régionales et sous régionales africaines, et distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

je voudrais tout d'abord saluer et remercier Son Excellence M. Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie et l'ensemble du gouvernement de la Fédération de Russie et au comité d'organisation pour l'invitation qui m'a été adressé et pour l'accueil combien chaleureux qui a été réservé à ma délégation à l'occasion de ce deuxième grand rendez-vous Russie-Afrique à Saint-Pétersbourg, ville-pont chargée d'histoire.

Excellences, Messieurs les Présidents, distingués invités, la tenue du sommet de Saint-Pétersbourg, moins de 4 ans après celui de Sotchi en 2019, témoignent une fois de plus de la qualité des partenariats stratégiques entre la Russie et l'Afrique.

Un partenariat fondé sur une amitié de longue date, la sincérité, le respect mutuel, toutes choses qui impriment un caractère spécial à nos relations. Le Mali n'a certes pas de continuité géographique, encore moins de langues en commun avec la Russie, cependant, nos deux pays entretiennent des seules relations d'amitié et de coopération depuis 1960, date de l'accession de notre pays à l'indépendance.

En dépit des bouleversements intervenus, nos relations se sont densifiées et diversifiées avec des succès et des réalisations dans les domaines stratégiques comme les infrastructures, l'agriculture, la santé, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, la géologie et les mines, ainsi que la

défense et la sécurité. Malgré la situation géopolitique et la conjoncture mondiale, il est évident, et cela est bien un constat, que le peuple malien est fortement mobilisé aux côtés des autorités de la transition, dont l'objectif est de construire et de consolider dans la durée un partenariat stratégique gagnant-gagnant entre le Mali et la fédération de Russie pour le bonheur de nos deux peuples. Un tel partenariat est d'autant plus indispensable que la Russie a su prouver dans les moments difficiles son statut de partenaire traditionnel du Mali, tant par sa fiabilité que par son dynamisme dans l'accompagnement de notre pays pour relever les défis cruciaux du moment tout en respectant notre souveraineté. Convaincus que la restauration de la paix, de la stabilité et de la sécurité est la pierre angulaire de tout-développement, nous avons décidé d'assumer pleinement notre responsabilité première, qui est de protéger nos populations et de défendre l'intégrité de notre territoire. Ce choix stratégique intervient après une décennie de présence des forces internationales sans résultat tangible et dont le chemin consistait à entretenir la maintenance de notre territoire et à nous maintenir dans la dépendance. C'est pourquoi, dans le cadre du renforcement des capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité, le Mali a noué avec la Russie un partenariat militaire dont je tiens à saluer la fiabilité. Ainsi, avec l'appui de la Russie, le Mali recouvre progressivement sa pleine souveraineté sur l'ensemble de son territoire et nos forces de défense et de sécurité opèrent en toute autonomie et en toute liberté d'action. Les forces maliennes sont désormais dans une dynamique offensive, reprenant du terrain et réduisant de façon significative les attaques ciblant les camps militaires et les civils, permettant ainsi le retour progressif des personnes déplacées et des services sociaux de base dans plusieurs localités. Aussi, voudrais-je, M. le Président, vous renouveler ma profonde gratitude pour l'appui de votre gouvernement sous votre impulsion qui a permis à mon pays de connaître des avancées significatives dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

La coopération entre nos deux pays ne saurait se réduire aux seules questions de défense et de sécurité. Elle embrasse également les domaines du renforcement des capacités en ressources humaines par l'augmentation des bourses de type dans tous les secteurs stratégiques, ainsi que les relations économiques et commerciales. Ainsi, les partenariats entre les secteurs privés de nos deux pays connaissent aujourd'hui une nouvelle dynamique. Les forums économiques et humanitaires en marge de présence humaine sont une opportunité

pour renforcer les relations économiques au plan bilatéral.

M. le Président, Mesdames et Messieurs, profondément enracinés dans nos traditions sociales communes à de nombreux pays africains, les Maliens sont fiers de cette appartenance au continent africain, riches de sa diversité et baignés de traditions circulaires d'égalité, d'équité, du respect de chaque société et des droits humains fondamentaux. Ce sont des valeurs, des principes et des expériences historiques de justice que nous partageons avec la Russie et qui font que notre partenariat est si spécial. Aujourd'hui plus que jamais, les destins des peuples africains et russes sont liés.

Cette interdépendance exige une réponse collective et appropriée aux défis auxquels nous devons ensemble faire face sans cette cohésion. L'affirmation de la souveraineté pleine et entière de nos États, la lutte contre le terrorisme et la pauvreté, de même que la promotion des droits et des libertés ne peuvent être conduites efficacement. Comme vous le savez, la région du Sahel en général et le Mali en particulier est, depuis quelques années, en proie à une crise multidimensionnelle résultante de l'intervention de l'OTAN en Libye. Et cela a rendu plus vulnérables les populations déjà confrontées aux combinés de facteurs sécuritaires, sociopolitiques, économiques, climatiques, environnementaux et récemment sanitaires liés à la pandémie de la Covid-19. Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier tous nos amis et partenaires qui continuent d'exprimer leur solidarité et leur soutien au pays du Sahel en vue de renforcer la résilience de nos populations face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle cyclique.

Aussi voudrais-je, M. le Président, encourager la reprise des discussions relatives à la conclusion d'un accord international juste et équitable permettant l'exportation des céréales à destination du continent africain. S'agissant du différend qui oppose la Russie à l'Ukraine, le Mali invite les médiations internationales à plus d'ouverture et de pragmatisme en vue de pousser et renforcer les efforts pour un règlement pacifique de la crise.

M. le Président, Mesdames et Messieurs, membres des Nations unies, le Mali reste attaché à la coopération internationale, au multilatéralisme et à un ordre international fondé sur des règles justes et équitables.

Il est donc primordial que tous les membres des Nations unies respectent les valeurs et principes fondamentaux des droits internationaux et agissent de manière à protéger et faire respecter la Charte des Nations unies. C'est la raison pour laquelle le Mali soutient l'initiative de la Russie, appelant à un nouveau consensus pour défendre les buts et principes de la charte. La multiplication des crises et des conflits en dépit de l'implication de la communauté internationale plaide en faveur d'une nouvelle architecture de la sécurité internationale et passera forcément par une réforme du

Conseil de sécurité de l'ONU. Notre organisation commune doit s'adapter au monde multipolaire afin de conserver toute sa crédibilité. L'instrumentalisation et la politisation de la question des droits de l'homme doivent cesser, de même que le système déploie deux poids deux mesures. La question de l'élargissement du Conseil de sécurité est aujourd'hui un point majeur. À l'ordre du jour de la réforme du système des Nations unies, elle est nécessaire et justifiée avec la proposition de l'Union africaine qui réclame seulement deux sièges permanents pour l'Afrique. Le sommet de Saint-Petersbourg nous donne l'opportunité de tracer ensemble les contours d'un espace commun de prospérité, de stabilité et de sécurité. Il reste entendu que ce cadre rénové sera élaboré sur la base des principes de respect mutuel, des relations d'égal à égal et des intérêts partagés au bénéfice de nos populations.

Monsieur le président, mesdames et messieurs, la situation économique mondiale est inquiétante. En effet, selon les prévisions, l'économie mondiale serait au bord de la récession en 2023. Cependant, nous avons des motifs d'espérance et demeurons particulièrement attentifs à une autre alternative qui se caractérise par l'émergence des BRICS. Les pays des BRICS se fixent au 1er rang de l'économie mondiale et constituent des réponses fiables pour les continents sans contrepartie hypothéquant le développement de notre continent et l'épanouissement de nos populations. Ainsi, les BRICS constituent un réel espoir de soustraire nos pays d'un ordre international fondé sur la domination et la marginalisation.

C'est pourquoi le Mali soutient des initiatives telles que créer une banque de développement pour le financement des infrastructures ou encore offrir de nouveaux mécanismes et moyens de paiement internationaux.

Excellence, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, dans un monde marqué par de nombreux défis complexes, la tenue de ce sommet a été accueillie avec enthousiasme en Afrique. Je suis persuadé que les conclusions courageuses et innovantes à la hauteur des enjeux du moment permettront d'aboutir à un partenariat rénové et revitalisé entre les continents et la Russie exempt de désinformations. Je ne saurais terminer mon propos sans réaffirmer notre entière disponibilité à poursuivre et renforcer ces relations avec l'ensemble des partenaires sur la base du respect des trois principes qui guident l'action publique en République du Mali, à savoir le respect de la souveraineté du Mali, le respect des choix stratégiques et des choix de partenaires au territoire du Mali, la défense des intérêts vitaux du peuple malien dans les décisions prises. De même, fidèle à son engagement panafricain, mon pays continuera à œuvrer au sein des organisations sous-régionales et régionales pour la réalisation de l'intégration africaine.

Vive la coopération russo-africaine, vive l'amitié russo-malienne.

Je vous remercie.



AFRIQUE DU SUD

CYRIL RAMAPHOSA SE POSE EN DÉFENSEUR DES RELATIONS RUSSO-AFRICAINES

*Votre Excellence, le président Vladimir Poutine,
Votre Excellence, le Président Azali Assoumani,
Président de l'Union Africaine et Président des
Comores,*

*Votre Excellence Moussa Faki Mahamat,
Président de la Commission de l'Union Africaine,*

Excellences chefs d'Etat et de gouvernement,

*Honorables représentants des divers pays repré-
sentés ici,*

Ministres et invités, Mesdames et Messieurs,

*Monsieur le Président Poutine, permettez-moi
tout d'abord de vous remercier, ainsi que le gou-
vernement et le peuple de la Fédération de Russie,
de nous avoir reçus ici, à Saint-Pétersbourg, et
de nous avoir accordé une grande hospitalité,
en particulier hier soir, avec un merveilleux et
délicieux dîner et la performance exceptionnelle
qui a montré la culture de la Russie et en parti-
culier de Saint-Pétersbourg, qui est la capitale
culturelle de la Russie. Nous tenons également à
vous remercier d'avoir permis aux artistes de ter-
miner leur performance avec de superbes sons,
tambours et danses africains, qui ont touché
nos cœurs et nous ont fait nous sentir chez nous.
Merci beaucoup pour ça.*

*Il y a près de trois ans, dans la ville de Sotchi, nous
nous sommes engagés, en tant que dirigeants
africains et en tant que Fédération de Russie, à
coopérer d'une manière qui soit mutuellement
bénéfique et qui serve les intérêts de nos peuples
respectifs. Dans les années qui ont suivi, nous
avons connu de forts vents de travers géopoliti-
ques et économiques. Nous continuons à comp-
ter le coût humain de la pandémie dévastatrice
de COVID-19 et son impact sur nos économies.*

*En tant qu'Afrique du Sud et, en fait, en tant
qu'Afrique, nous sommes grandement encoura-
gés par l'engagement de la Fédération de Russie
à approfondir la collaboration avec les nations
africaines. Cela est important alors que nous
traçons une nouvelle voie pour le développement
économique, la croissance et la prospérité, et que
nous cherchons à atteindre les objectifs de déve-*

loppement durable.

*En tant qu'Afrique du Sud, nous nous souvenons
avec une profonde gratitude de la façon dont le
peuple et le gouvernement de l'ex-Union sovié-
tique ont soutenu notre lutte pour la libération,
ainsi que les luttes de nombreux autres pays et
nations sur les continents africains.*

*Aujourd'hui, nos relations bilatérales restent
solides. Nous continuons à collaborer dans les
domaines politique, économique, social, de
défense et de sécurité. Nous travaillons en étroite
collaboration sur des plateformes multilatérales,
telles que les Nations Unies, le G20 et en tant
que membres des BRICS. Notre participation à
des forums comme celui-ci est guidée par notre
quête pour concrétiser la vision de l'Agenda 2063
de l'Union africaine en matière d'intégration
économique et de développement socio-écono-
mique inclusif.*

*Comme vous le savez, et en tant que membre
des BRICS vous-même en tant que Fédération de
Russie, l'Afrique du Sud accueillera prochaine-
ment le 15 e sommet des BRICS à Johannesburg.
Nous voyons ce sommet comme une occasion de
promouvoir une coopération mondiale renforcée
et de parvenir à une prospérité commune pour
les nations d'Afrique. Les partenaires BRICS
sont des investisseurs importants en Afrique.
Le prochain sommet accordera donc une atten-
tion particulière au développement des infras-
tructures, soutenu par la Nouvelle Banque de
Développement, c'est-à-dire la Banque BRICS,
ainsi que par la Zone de libre-échange conti-
nentale africaine, du point de vue commercial.
La zone de libre-échange continentale africaine,
une fois pleinement opérationnelle, débloquera
les avantages des marchés continentaux et géné-
rera des opportunités mutuellement bénéfiques
pour les BRICS et les pays africains.*

*Comme l'ont clairement exprimé d'autres diri-
geants qui ont pris la parole avant moi, mais
surtout les paroles très sages du président [ougan-
dais] Museveni, les pays africains façonnent leur
propre destin en tant qu'États-nations et en
tant que continent. Nos ressources substantielles*

doivent être exploitées, d'abord et avant tout, au profit de l'Afrique, pour faire croître les économies africaines et poursuivre le développement durable. Et, comme d'autres l'ont dit, nous ne voulons plus exporter de minerai, de terre, de poussière et de roches provenant des minéraux de notre continent, mais nous voulons exporter des produits finis qui ont de la valeur. Il faut également respecter ce que nous faisons en tant que pays, et nous devons empêcher les pays qui comptent leur richesse et leurs actifs en termes de minerais qui résident dans le sol africain comme ils le faisaient dans le passé lorsqu'ils comptaient leur richesse en le nombre d'esclaves qu'ils possèdent,

Le respect et les avantages mutuels devraient sous-tendre ce que nous faisons en tant qu'Afrique dans nos relations avec d'autres pays du monde. Les pays africains devraient, en tant qu'États souverains, être également en mesure de poursuivre leurs propres approches de politique étrangère indépendantes qui ne sont redevables à aucune autre grande puissance ou bloc mondial.

Ce deuxième sommet Russie-Afrique est l'occasion d'approfondir et de renforcer davantage la coopération internationale et le partenariat pour le développement de l'Afrique. Nous travaillons et nous concentrons sur la poursuite de la coopération entre la Russie et l'Afrique pour promouvoir les investissements, faciliter le développement des chaînes de valeur et renforcer la capacité de produire et d'exporter des produits finis et manufacturés.

Le plan d'action Russie-Afrique proposé pour les années à venir devrait s'aligner sur le deuxième plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'UA. Cela garantira sa cohérence et que le plan est orienté vers l'action, basé sur de véritables interventions pratiques. Nous devons également assurer un suivi et une évaluation conjoints du plan d'action, nous devons allouer conjointement les fonds nécessaires à sa mise en œuvre et être responsables des résultats concrets.

Les tensions géopolitiques affectent négative-

ment les pays d'Afrique. Dans le cadre de la coopération Russie-Afrique, nous devons réitérer notre appel au renforcement et à la réforme des mécanismes institutionnels mondiaux existants. Une plus grande participation de nos pays du Sud global favorisera l'inclusivité et engendrera la confiance. À cet égard, la réforme des institutions financières multilatérales, ainsi que la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies, restent pour nous une priorité. Il est totalement injuste, inéquitable et inacceptable qu'un continent qui représente 1,3 milliard d'habitants continue de ne pas être représenté au Conseil de sécurité de l'ONU.

Dans notre monde interconnecté, nous sommes tous touchés par les conflits et l'instabilité dans d'autres parties du monde. En tant que nations, nous avons la responsabilité d'œuvrer pour la paix, de soutenir la consolidation de la paix et de déployer tous nos efforts pour mettre fin aux conflits et à la guerre, où qu'ils se produisent. En tant qu'Afrique du Sud, nous sommes fermement convaincus que la négociation, le dialogue et l'adhésion à la Charte des Nations Unies sont nécessaires au règlement pacifique et juste des conflits. Nous espérons qu'un dialogue constructif et des négociations pourront mettre un terme au conflit en cours entre la Fédération de Russie et l'Ukraine.

Nous tenons à vous remercier, Président Poutine, d'avoir reçu et écouté les dirigeants africains qui sont venus à Saint-Petersbourg le 17 juin sous la conduite du Président de l'Union africaine, Son Excellence le Président Azali Assoumani, où nous avons discuté d'un certain nombre de questions qui, selon nous, pourrait conduire à une solution du conflit. Et nous sommes impatients de discuter avec vous plus tard dans la journée pour savoir précisément comment certaines de ces propositions peuvent être mises en œuvre.

En conclusion, nous espérons que le Sommet Russie-Afrique jouera un rôle clé dans le soutien de nos objectifs d'intégration africaine, de croissance économique, de paix et de prospérité.

Je te remercie.



SENEGAL

MACKY SALL ESTIME QUE DES EFFORTS SONT A FAIRE POUR UNE MEILLEURE COOPÉRATION

Beaucoup ont retenu le fait qu'il ait répondu au président de la Transition du Burkina sur la « mendicité » des chefs d'Etat africains. Cependant, Macky Sall a prononcé un discours où il a appelé la Russie et l'Afrique à conjuguer leurs efforts pour une meilleure coopération dans le futur.

Excellence, Monsieur Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie,

Chers collègues,

Monsieur le Président de la Commission de l'Union Africaine,

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Mesdames, Messieurs,

Je voudrais d'abord vous remercier, Monsieur le Président Vladimir POUTINE, pour votre accueil convivial et toutes les dispositions prises afin de faciliter notre séjour.

Je me réjouis de vous retrouver pour la 3e fois en deux ans, après notre rencontre du 03 juin 2022, en ma qualité de Président en exercice de l'Union Africaine, et plus récemment, le 17 juin dans le cadre de la mission africaine de bons offices.

Ce sommet s'inscrit dans le même esprit de concertation russo-africaine dont les origines remontent aux années de lutte pour la décolonisation de notre continent.

Les relations politiques russo-africaines sont excellentes. Je m'en félicite.

Mais je pense que nous avons encore des efforts à faire pour donner un contenu plus consistant à notre coopération économique.

Le potentiel de notre partenariat est énorme : L'Afrique, c'est 30 millions de Km2, plus d'un milliard trois cents millions d'habitants.

La Russie, c'est plus de 17 millions de km2 et plus de 144 millions d'habitants.

Ensemble, notre continent et votre pays constituent un géant démographique et disposent de l'essentiel des ressources naturelles de la planète.

Nous avons donc de quoi coopérer dans quasiment tous les domaines : agriculture et agroalimentaire, infrastructures, hydrocarbures, mines, transport, industrie et TIC pour ne citer que quelques secteurs.

Cependant, il nous faut bâtir des mécanismes adéquats et pragmatiques d'investissement, de financement et de partenariat pour transformer notre potentiel en actes et réaliser une prospérité partagée.

Dans l'immédiat, un des soucis majeurs de l'Afrique, c'est la paix et la sécurité à l'échelle continentale et mondiale.

Nous souhaitons la désescalade pour aider à l'accalmie et à la restauration du libre commerce des céréales et des fertilisants.

Dans le même sens, je voudrais renouveler mon appel pour la reconduction de l'Accord sur l'initiative céréalière de la Mer noire et la levée des entraves au commerce de l'engrais.

C'est à ces deux conditions que l'Afrique pourrait éviter une crise alimentaire majeure, alors même qu'elle continue de subir de plein fouet les effets néfastes de la pandémie.

Sur la gouvernance économique et financière mondiale, je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, pour le soutien diligent de la Russie à la demande d'adhésion de l'Afrique comme membre de plein droit du G20.

Cela participe de notre revendication pour une gouvernance politique et économique mondiale plus juste et plus inclusive, y compris par la réforme du Conseil de Sécurité afin que l'Afrique y trouve enfin une place plus conforme aux réalités de notre temps.

Merci encore une fois Monsieur le Président pour votre invitation. Je souhaite plein succès à nos travaux."



CAMEROUN

PAUL BIYA RAPPELLE CE QUE LA RUSSIE A APPORTÉ A L'AFRIQUE

Le Président camerounais s'étonne que des personnes à travers le monde tacent l'intérêt de la Russie pour l'Afrique. Lors de son discours à St-Petersbourg, Biya a revisité l'histoire de la décolonisation des pays africains...

« Monsieur le président de la Fédération de Russie,

Permettez-moi, tout d'abord, d'exprimer les remerciements de la délégation qui m'accompagne et les miens propres pour l'accueil chaleureux, fraternel qui nous a été réservé dans cette belle cité.

Je voudrais en même temps exprimer la gratitude de l'Afrique et du Cameroun en particulier, pour ce Sommet qui permettra assurément de renforcer la coopération entre l'Afrique et la Fédération de Russie.

Certaines personnes sont peut-être un peu étonnées de l'intérêt que la Fédération de Russie marque pour l'Afrique. Mais cet intérêt est ancien ! Je dois rappeler, et tout le monde le sait, que dans les années 1960, pendant que l'Afrique luttait pour accéder à la souveraineté, la Russie a apporté à l'Afrique et à sa lutte, un appui sincère et efficace. Nous voulons une fois encore remercier ce grand pays.

Le Forum d'aujourd'hui est la continuation de cette coopération qui a été bénéfique pour l'Afrique.

Aujourd'hui, le monde est confronté à beaucoup de problèmes : la sécheresse, la crise, sans parler du Covid-19 qui a fait des ravages. Aujourd'hui, nous avons d'autres problèmes : l'inflation galopante...

Devant ces multiples problèmes, nous faisons appel à la collaboration que nous a toujours apportée la Fédération de Russie. Nos délibérations nous aideront à trouver des solutions à nos problèmes.

Je peux évoquer ici quelques-uns de ces problèmes. L'Afrique qui compte plus d'un milliard d'habitants est sous représentée dans les organisations internationales ; je parlerai notamment de l'ONU. Nous comptons sur l'appui de la Russie pour corriger cette défectuosité.

Nous voulons également dire que les problèmes de développement dans nos pays sont énormes, aggravés par les crises. Nous souhaitons que la Fédération de Russie, comme par le passé, continue à nous soutenir pour trouver des fonds pour investir. Nous souhaitons, par exemple, que l'on demande au FMI de refaire une émission de DTS pour accroître les financements des économies du Tiers-monde et de l'Afrique en particulier. Nous allons également évoquer les problèmes de sécurité, du terrorisme. Nous remercions la Russie pour l'aide qu'elle apporte à beaucoup de pays pour vaincre le terrorisme.

Bref, l'Afrique est confrontée à tous les problèmes modernes et nous pensons que cette réunion nous permettra d'avancer dans la recherche de solutions.

Je ne voudrais pas passer en revue tous les problèmes que l'Afrique connaît. Mais je voudrais saisir cette occasion pour remercier la Fédération de Russie pour tout ce qu'elle a fait pour aider l'Afrique à promouvoir les progrès économiques et humanitaires.

Nous avons des étudiants dans des universités, des académies russes qui font de bonnes études.

Nous voudrions remercier la Fédération de Russie pour toutes ces aides et souhaitons qu'à l'issue de nos travaux, que la coopération entre la Fédération de Russie et l'Afrique aille en s'accroissant. Merci ! »



UNION AFRICAINE

MOUSSA FAKI MAHAMAT, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION, EXPLIQUE COMMENT L'AFRIQUE CHOISIT SES PARTENAIRES

Présent en Russie avec la vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernements africains, le président de la Commission de l'Union africaine, le Tchadien Moussa Faki Mahamat s'est étalé sur la façon dont les Africains entendent nouer de nouveaux partenariats à travers le monde.

Excellence Monsieur Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie

Excellence, Monsieur Azali Assoumani, Président de l'Union des Comores et Président en exercice de l'Union africaine

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de gouvernement
Mesdames et Messieurs les chefs de délégations

Mesdames et Messieurs, en vos grades et rangs respectifs

Mon premier mot s'adresse à vous, Excellence Vladimir Poutine, président de la fédération de Russie pour l'organisation de ce sommet et pour m'y avoir invité.

Je vous remercie en particulier pour l'accueil chaleureux que vous-même, Votre gouvernement et le peuple de Russie nous avez réservé. De Sochi en octobre 2019 où s'est tenu le premier Sommet Russie-Afrique à Saint Pétersbourg aujourd'hui, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts... En effet, ce deuxième Sommet Russie-Afrique se tient au milieu d'un contexte international polarisé, entre autres, par la guerre qui se déroule entre le pays hôte et son voisin ukrainien.

J'évoque, d'emblée, cette délicate question pour souligner l'importance que l'Union africaine a toujours attachée à la paix fondée sur le respect des principes immuables d'indépendance, d'intégrité territoriale, de souveraineté des États, de bon voisinage et de règlement de tous les différents entre voisins par les voies strictement pacifique de négociations et de compromis mutuellement acceptables et avantageux.

Tels sont les principes qui inspirent la position de l'UA africaine dans ce conflit fratricide immensément dommageable pour les deux pays et pour le reste du monde. Cette guerre doit cesser et elle ne peut cesser que sur ces bases de justice et de raison.

Les perturbations qu'elle provoque dans l'approvisionnement en énergie et en céréales doivent cesser immédiatement. L'accord sur les céréales doit être étendu au bénéfice de tous les peuples du monde, les africains en particulier.

Excellences Mesdames et Messieurs

Dans le prolongement du précédent Sommet Afro-russe, l'Union africaine, ancrée dans la logique de l'Agenda 2063, se construit son horizon de coopération ouvert sur la diversité fonctionnelle. Nos choix partenariaux sont établis à la double lumière du critère de pertinence par rapport à nos propres objectifs de développement et de la prise en compte des intérêts des autres parties. C'est dans cet esprit que s'est déroulé le premier Sommet de notre partenariat avec la Fédération de Russie, sanctionné par l'adoption d'une Déclaration fixant le cadre général de ce partenariat. A cause sans doute de l'impact d'un contexte économique sinistré par la pandémie de la COVID 19, et d'un manque de fermeté dans la programmation opérationnelle, les progrès sont restés limités.

Certes l'institutionnalisation du partenariat s'est matérialisée par le respect de certaines échéances telles que le Forum économique et la mise en place d'un comité conjoint d'experts chargé de la traduction en activités sous forme de plan d'action des dispositions de la Déclaration.

A juger des choses sous l'angle des réalisations concrètes, cependant, tout reste à faire et à faire vite si nous voulons garder à ce partenariat une dynamique conforme à l'histoire exaltante de nos relations et aux intérêts fondamentaux de nos peuples.

Excellence Monsieur le Président

Excellences messieurs les chefs d'Etat et de Gouvernement

Mesdames Messieurs

Le triptyque « Paix-Sécurité-Développement » retenu comme slogan du forum Afrique Russie s'est décliné à travers l'identification des

domaines de coopération, opérée à l'intersection des attentes de l'Afrique et des compétences russes.

A ce titre, ces domaines conjointement convenus, ont porté, entre autres, sur

L'énergie, les infrastructures des transports et de logement, l'Industrialisation, les technologies numériques, le Commerce, l'Agriculture...

La Paix et la sécurité

l'exploitation minière moderne au moyen de la haute technologie, la transformation des minéraux, l'exploration géologique, la médecine, la science, l'enseignement et le transfert des technologies pertinentes au regard de ces priorités.

Sur un autre plan notre partenariat doit viser à améliorer la gouvernance mondiale et le renforcement du multilatéralisme, à travers la réforme de l'architecture financière internationale, la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies pour réduire l'injustice flagrante faite au milliard et demi d'africains privés de voix dans cette instance en charge de la paix dans le monde.

Excellences

Mesdames et Messieurs

La fonctionnalité d'un tel partenariat ne se mesure pas autrement que par l'évaluation de son bilan, c'est-à-dire au repérage des activités menées entre deux Sommets en lien avec les objectifs convenus. Ce deuxième Sommet Russie-Afrique devrait donc s'atteler à un tel exercice d'évaluation, ce qui permettrait de mesurer le chemin parcouru, d'identifier les obstacles et d'acter les ajustements éventuels.

Bien sûr, quatre années de vie rîoffrent pas la densité de l'âge de la maturité. Elles se sont par ailleurs écoulées dans un contexte sous-optimal, imposant la mise en berne des préoccupations jugées moins brûlantes.

Toutefois, la confiance que nous avons en ce partenariat, justifiée par cette importante présence africaine ici aujourd'hui, nous impose de privilégier une logique de recherche de résultats concrets sur toute autre considération.

Pour relever les défis de tous ordres auxquels nous sommes confrontés, les actions retenues au titre de la deuxième décennie de mise en œuvre de l'Agenda 2063 pourraient constituer un référentiel de négociations entre la Fédération de Russie et l'Union africaine.

Certains résultats concrets pourraient ici être recherchés et obtenus. La balance commerciale entre la Russie et l'Afrique, très déséquilibrée au profit de la première doit être améliorée. En effet, les indicateurs du commerce et de l'investissement montrent bien que les échanges sont en dessous du seuil de nos potentiels respectifs.

L'énergie doit reprendre ses lettres de noblesse. Les différents accords bilatéraux entre la Russie et certains Etats membres de l'Union dans ce domaine devront servir de point de départ pour la conception d'une approche consolidée au niveau continental afin de disposer d'une énergie suffisante pour alimenter l'industrialisation de l'Afrique.

La sécurité alimentaire dont les prérequis s'affirment dans le développement de l'agriculture et la production des fertilisants à des coûts compétitifs viendrait en bonne place ici dans cette recherche de résultats concrets.

Enfin, le renforcement de la coopération en matière de paix et de sécurité et de la lutte contre le terrorisme appelle davantage de faits et moins de déclarations d'intention.

Mon expérience de près de sept ans à la tête de la commission de l'UA m'ont permis d'écouter toutes les sources d'opinion en Afrique. L'un des nombreux thèmes de convergence de ces opinions est celui du souhait unanime de voir les partenariats avec le reste du monde emprunter cette voie du concret, des faits, de l'impact sur le quotidien des citoyens africains.

Puisse ce sommet faire résolument écho à de tels ardents souhaits.

Je vous remercie de votre bienveillante attention.



CONGO-BRAZZAVILLE

SASSOU NGUESSO FIXE LES PRIORITÉS DE L'AFRIQUE

Monsieur le Président de la Fédération de Russie, Monsieur le Président de l'Union Africaine, Monsieur le Président de l'Union des Comores, chefs d'Etat et de gouvernement, Monsieur le Président de la Commission de l'Union Africaine, Mesdames et Messieurs,

Notre délégation est reconnaissante de cet accueil chaleureux. Nous sommes heureux de participer au deuxième Sommet Russie-Afrique. Je tiens à exprimer notre sincère gratitude au Président Vladimir Poutine pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé.

Le thème de notre réunion d'aujourd'hui est axé sur nos efforts pour la paix, la sécurité et le développement. Chaque période historique est la vie d'une certaine génération. Chaque génération est confrontée à ses propres défis.

Les Africains ont toujours rêvé d'unité. Dans le passé, nous avons lutté contre le colonialisme ; nous avons dû lutter contre l'apartheid et pour notre indépendance. Dans cette lutte pour notre indépendance, l'Afrique a reçu un soutien considérable de l'Union soviétique. Cela faisait partie d'une stratégie de solidarité, que nous appelions autrefois l'internationalisme. Pour accéder à la pleine indépendance, les pays africains avaient besoin d'élites compétentes et professionnelles, et l'ex-Union soviétique nous a aidés à cette époque. Des millions de roubles ont été dépensés pour la formation de spécialistes africains ; nous avons eu accès à plusieurs milliers de bourses.

Notre objectif aujourd'hui est de nous développer dans l'intérêt de la prospérité de 2 milliards d'Africains, soit la population totale que l'Afrique pourra atteindre d'ici 2050. L'enjeu aujourd'hui, comme hier quand nous luttons pour l'indépendance, c'est que nous luttons pour développement. Bien sûr, dans cette entreprise, l'Afrique a besoin de l'aide et du soutien de ses amis et partenaires. Aujourd'hui, le monde est devenu un village global où nous vivons tous ensemble.

Monsieur le Président, nous reconnaissons qu'il est impossible d'industrialiser notre continent sans électrification. Vous vous souviendrez du célèbre slogan du grand révolutionnaire de votre pays - «Le communisme, c'est le pouvoir soviétique plus l'électrification de tout le pays». Pendant ce temps, aujourd'hui, 600 millions d'Africains – je répète ce chiffre – 600 millions d'Africains vivent sans électricité.

En outre, en ce qui concerne une zone de libre-échange et la libre circulation des personnes, des biens et des services, je dois dire qu'il est impossible d'y parvenir sans voies de transport et de logistique modernes (chemins de fer et voies maritimes), sans aéroports et sans télécommunications. La Zone de libre-

échange continentale africaine incarne ce type de vision de l'avenir. Nous ne pourrions mettre en œuvre notre plan de zone de libre-échange que si nous pouvons nous appuyer sur des infrastructures adéquates, mais l'investissement est très coûteux. Si nos pays tentent de régler ce problème individuellement, cela n'ira nulle part.

Nous ne pouvons mettre en œuvre nos plans que si nous conjugons nos efforts au sein d'organisations continentales, régionales et sous-régionales. L'aide de la Russie à l'Afrique consiste en un partenariat stratégique, c'est pourquoi nous appelons à un partenariat stratégique mutuellement bénéfique. En attendant, les pays africains doivent se concentrer sur les principaux éléments d'infrastructure prioritaires. Cela fera l'objet de discussions dans le cadre de partenariat public-privé, par exemple. Il peut y avoir différentes sources de financement, concessions et prêts à long terme. L'Afrique ne pourra se développer qu'en synergie. L'autarcie est inacceptable pour nous.

Il y a bien sûr des petits projets, pas très gros ; mais nous avons besoin de grands projets. Nous n'attendons pas simplement la charité de quelqu'un. Nous ne restons pas là les mains tendues.

La coopération russo-africaine a un grand avenir. L'Afrique est riche en ressources. Notre vision de la coopération future est la plus large de toutes. Nous faisons tout cela dans l'intérêt de la paix et partons d'une confiance mutuelle entre partenaires, qui garantira le respect des engagements et des initiatives.

Parlant de la paix en Afrique, je dois dire encore une fois - nous luttons pour la paix et nous espérons voir la paix en Europe. C'est pourquoi j'appelle, une fois de plus, à la fin du conflit russo-ukrainien.

Il y a cette sagesse africaine – on dit que l'herbe est abîmée par les éléphants qui la piétinent. Cela pourrait s'appliquer à différentes choses, par exemple, aux terres agricoles. Ce sont des problèmes multiples. Aujourd'hui, notre peuple est touché par de nombreuses difficultés et problèmes.

Pour en revenir au conflit russo-ukrainien, je dois dire que l'Initiative africaine mérite une attention prioritaire et ne doit pas être sous-estimée. Par conséquent, je soutiens les propos de M. Poutine à cet égard. Je voudrais dire encore une fois que nous continuons d'être optimistes. Nous avons beaucoup de problèmes, et nous en discutons tous au sommet, et nous appelons une fois de plus d'urgence au rétablissement de la paix en Europe, dans votre partie du monde.

Merci pour votre attention.



ZIMBABWE

EMMERSON MNANGAGWA PLAIDE POUR UN SOMMET PLUS RÉGULIER

Merci, Votre Excellence Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie et hôte du deuxième Sommet Russie-Afrique.

Votre Excellence, Président de l'UA et Président de la République des Comores Azali Assoumani.

Excellences, chefs d'État et de gouvernement, éminents chefs d'organes exécutifs et d'organisations.

Votre Excellence, Président de la Commission de l'UA, M. Moussa Faki.

Mesdames et Messieurs.

Je suis honoré de m'adresser à cette session plénière du deuxième Sommet Russie-Afrique. Permettez-moi d'emblée de vous exprimer ma gratitude, Excellence le Président Poutine et, à travers vous, au peuple de la Fédération de Russie pour la chaleureuse hospitalité qui m'a été réservée, ainsi qu'à ma délégation, depuis notre arrivée dans cette belle ville historique de Saint-Pétersbourg. L'histoire du développement de l'Afrique ne peut être exacte et complète sans mentionner l'importante contribution de la Fédération de Russie, remontant à l'URSS. Le peuple russe s'est tenu aux côtés de l'Afrique, apportant un soutien moral, technique et matériel à nombre de nos pays alors que nous luttions pour nous libérer de la domination coloniale oppressive de la minorité. Ce soutien et cette solidarité se sont poursuivis après l'indépendance pour faire avancer le développement de la paix et de la sécurité des pays africains. Dans le cas du Zimbabwe, nous nous souviendrons à jamais de l'intervention décisive de la Fédération de Russie, aux côtés de la Chine, en 2008, par un veto qui a empêché l'imposition des sanctions du chapitre 7 des Nations Unies à l'instigation des détracteurs occidentaux de notre pays.

Vos Excellences, distingués invités,

Pendant des décennies, le développement économique et social durable aux niveaux régional et mondial a été entravé par les menaces croissantes de la criminalité transnationale organisée, des conflits et du terrorisme, qui empiètent sur la paix et la sécurité nationales et mondiales.

Au Zimbabwe, nous avons une philosophie selon laquelle un pays est construit, un pays est développé, un pays est gouverné et un pays est prié par son propre peuple. Nous ne laissons personne ni place derrière nous.

Le multilatéralisme et le renforcement des institutions existantes, ainsi que la création de nouveaux partenariats restent essentiels pour un nouvel ordre mondial juste et pacifique, qui se déploie. Dans ce contexte, le Zimbabwe félicite la Fédération de Russie pour sa solidarité et son soutien, guidés par nos aspirations et objectifs de développement communs pour la convocation

de ce Sommet Russie-Afrique. Comme le reflète l'ordre du jour détaillé, ce sommet Russie-Afrique marque un nouveau chapitre pour faire avancer les progrès dans l'identification des domaines d'intérêt mutuel.

En outre, cette plate-forme doit donner un élan à notre promotion de la coopération multisectorielle et à plusieurs niveaux dans les domaines de l'agriculture, du développement des ressources naturelles, de l'industrie, du commerce, des infrastructures et du développement énergétique, ainsi que de la paix et de la sécurité, des questions technologiques et humanitaires. On ne saurait trop insister sur l'importance de renforcer les échanges commerciaux et commerciaux par le biais de liens entre entreprises.

Le Zimbabwe est donc prêt à tirer parti de la présence d'entreprises russes à ce sommet pour faire avancer la modernisation et l'industrialisation de nos pays respectifs. Je tiens à exprimer ma sincère gratitude à la Fédération de Russie pour avoir offert un espace d'exposition aux entreprises zimbabwéennes afin de présenter les diverses opportunités qui existent dans notre économie et notre environnement. Comme je l'ai toujours dit, le Zimbabwe est ouvert aux affaires et une terre de vastes opportunités d'investissement dans l'agriculture, l'exploitation minière, l'énergie, les infrastructures, la fabrication, la science, la technologie et l'innovation, les TIC et le tourisme, entre autres secteurs. L'avenir est numérique. En Afrique, nous avons besoin d'avoir accès à la science, à la technologie, à l'innovation et à l'invention de la Fédération de Russie.

Je tiens toutefois à souligner que le Zimbabwe exige la fin des sanctions illégales qui ont été imposées par certains pays occidentaux il y a plus de deux décennies simplement parce que nous avons décidé de réunir notre peuple avec sa terre. Malgré cela, mon administration, guidée par sa politique d'engagement, a choisi d'être l'amie de tous et l'ennemie de personne, mais certains pays ont choisi d'être nos détracteurs malgré cette politique. Nous tiendrons des élections générales cette année en août. Les observateurs internationaux et les pays individuels sont invités à envoyer des missions d'observation électorale au Zimbabwe.

Puis-je saisir cette occasion pour réitérer que mon gouvernement est prêt à organiser des élections pacifiques, libres, transparentes, équitables et crédibles.

Pour conclure, Monsieur le Président, saisissons cette occasion pour célébrer l'esprit durable du partenariat Russie-Afrique qui promet d'éclairer notre chemin commun et de nous propulser vers un avenir débordant d'espoir, de développement et de prospérité pour tous nos peuples. Je pense que nous avons besoin d'un sommet Russie-Afrique plus régulier de cette nature.

Je vous remercie, Excellence.

NIGER

Mohamed Bazoum n'est plus le président...

Mohamed Bazoum n'aura eu que deux ans de magistère à la tête du Niger. Depuis le 26 juillet 2023, il a été renversé par le chef de la garde présidentielle, le Général Tchiani. Retour sur un coup d'Etat que les soutiens américains et français de Bazoum n'ont vu venir...

« L'action du CNSP est motivée par la seule volonté de préserver notre chère patrie, face d'une part à la dégradation continue de la situation sécuritaire de notre pays », a justifié dans sa première allocution télévisée le Général Tchiani. L'homme sur qui pesait tous les soupçons quant au commanditaire du putsch a jeté le masque.

Selon lui sous le président Bazoum, il y avait « le discours politique » qui voulait faire croire que « tout va bien », alors qu'il y a « la dure réalité avec son lot de morts, de déplacés, d'humiliation et de frustration ». Sa prise de parole intervenue au troisième jour du soulèvement militaire mettait un terme au mandat de Mohamed Bazoum dont « l'approche sécuritaire actuelle n'a pas permis de sécuriser le pays en dépit de lourds sacrifices consentis par les Nigériens et le soutien appréciable et apprécié de nos partenaires extérieurs », a décrié le nouvel homme fort du Niger.

« Le CNSP, par ma voix, demande aux partenaires et amis du Niger, en cette étape cruciale de la vie de notre pays, de faire confiance à nos Forces de défense et de sécurité, garantes de l'unité nationale », termine celui qui doit désormais faire face aux soutiens assumés de Bazoum à l'international.

Selon les informations disponibles, le Général Tchiani et ses hommes n'ont pas eu assez de difficultés pour réussir leur coup. Mieux, la mollesse de la réaction du reste de l'armée, permet de comprendre



qu'il y avait un sérieux problème sécuritaire autour de Bazoum. Les cris d'orfraie de la France et des Etats-Unis n'y changeront rien.

Adoubé par ces deux pays, Mohamed Bazoum a-t-il négligé ses services de renseignements ? C'est le moins qu'on puisse dire avec la facilité avec laquelle son régime a chuté. En plus de l'incurie de ses services, il faut s'étonner de l'aveuglement des ser-

vices français et américains pullulant sur le territoire nigérien.

Lorsque le Colonel-Major Amadou Abdramane apparaît le soir du 26 juillet à la télévision et déclare : « Nous, Forces de défense et de sécurité (FDS), réunis au sein du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), avons décidé de mettre fin au régime que vous connaissez » ... « Cela fait suite à la dégradation continue de la situation sécuritaire, la mauvaise gouvernance économique et sociale », c'est la faillite totale du renseignement occidental au Niger.

Il faut dire que les anciennes autorités nigériennes n'étaient vraiment pas concentrées et passaient le clair de leur temps à vouloir plaire à la France. Une posture qui se traduisait par des attaques incessantes contre le Burkina et surtout le Mali du Colonel Assimi Goita. Du président Bazoum aux ministres du gouvernement, toute l'activité politique était dirigée vers les

régimes non affiliés à la France. Sans le vouloir Bazoum a dressé une bonne frange de la population du Niger contre sa personne. De plus, il a multiplié des sorties jugées insultantes pour l'armée nigérienne. Dans une interview en effet, Bazoum a déclaré avec ostentation que les terroristes sont mieux aguerris que les soldats nigériens. Une couleuvre difficile à avaler pour les soldats nigériens. Ils lui ont gardé une dent depuis. En témoigne l'absence de soutien d'un seul corps de l'armée pour son régime.

Malgré les condamnations et les menaces de guerre corneaquée par la CEDEAO, le Général Tchiani et ses hommes veulent garder la main avec leur CNSP « Conseil National pour la sauvegarde de la patrie ». Ils jurent de se battre contre toute force qui interviendrait militairement sur leur territoire.

Le Général Tchiani et ses hommes n'ont pas eu assez de difficultés pour réussir leur coup...

NIGER

Leçons d'un putsch sans prétexte fédérateur ni rêve enchanteur

Pensée pour servir d'intimidation, la mise aux arrêts du président Bazoum s'est progressivement muée en coup d'Etat militaire. Alors que le projet reste inexistant, la perception répandue demeure qu'en Afrique le renversement de l'ordre constitutionnel se transforme en caprice des hommes en treillis.

L'opinion continentale africaine s'interroge toujours sur le timing et les mobiles réels du coup d'Etat militaire porté par le général Abdourahamane Tchiani et ses camarades. Les prétextes brandis à savoir l'insécurité et le tassement de la croissance ne sont clairement pas alarmants. Le Niger, pays dépendant de ses importations pour la sécurité alimentaire de ses populations, subit violemment les effets des dernières crises internationales. Sur le plan sécuritaire, le pays traverse une relative quiétude depuis plusieurs mois. Il se pose donc la question d'un effet de mode en Afrique de l'ouest ou alors d'un caprice de militaires. Ce d'autant plus que le coup d'Etat semble n'avoir jamais été planifié. L'intimidation envisagée le 26 juillet (par le général Tchiani informé de son limogeage à venir) n'a finalement pris la forme d'un coup d'Etat une fois que les militaires se sont sentis dos au mur face aux appels à la libération du président qu'ils retenaient.

Les dernières révélations des services secrets français sur l'existence d'une gêne au sein de l'armée depuis plusieurs années attestent de ce que le problème est ailleurs. En effet, les militaires, qui n'ont pas laissé transparaître de réelles frictions sur l'initiative des responsables de la garde présidentielle, ont mal à la concurrence des troupes et bases militaires étrangères présentes dans le pays. Des experts confirment également que le débat sur la légitimité de Mohamed Bazoum n'a jamais été vidé.



Sur les braises de politique interne Olayinka Ajala, spécialiste de relations internationales et enseignant à l'université Leeds Beckett éclaire la lecture. Le débat sur l'éthnicité et la légitimité de Bazoum a été un enjeu lors de la dernière campagne électorale. Bazoum appartient à la minorité ethnique arabe du Niger et a toujours été étiqueté comme ayant des origines étrangères. Cela n'a pas été accepté au sein de l'armée, qui est principalement composée d'autres groupes ethniques plus importants, même si Bazoum a obtenu environ 56 % des voix et qu'il appartient au même parti que l'ancien président Issoufou.

On accorde beaucoup d'importance à la composition ethnique de l'armée dans le pays, ce qui a permis à Issoufou de terminer ses deux mandats de président. Les nomina-

tions dans l'armée se font selon des critères ethniques.

Deuxièmement, le grand nombre de troupes et de bases militaires étrangères dans le pays n'a pas été bien accueilli par les militaires. Ils se sentent affaibli et l'ont exprimé à plusieurs reprises. Le Niger est un allié clé des pays occidentaux dans la lutte contre l'insurrection dans la région. Les énormes investissements de la France dans le secteur minier du Niger sont une raison supplémentaire de son intérêt pour la sécurité.

En 2019, les États-Unis ont ouvert une base de drones au Niger malgré les protestations. La base de drones pourrait faire du Niger une cible pour les terroristes et accroître l'instabilité.

En 2022, la France et d'autres alliés européens ont retiré leurs forces du Mali voisin. Bazoum s'est empressé de les inviter au Niger. Le commandement militaire nigérien et certaines personnes influentes dans le pays ont dénoncé l'augmentation des forces étrangères.

Troisièmement, les militaires n'ont pas senti de dissuasions. Pour eux, l'échec des organisations régionales telles que la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union africaine à prendre une position ferme contre les prises de pouvoir militaires en Guinée, au Burkina Faso et au Mali était le signe de l'absence de contrainte. Au cours des quatre dernières années, il y a eu sept coups d'Etat dans la région. Trois d'entre eux ont été couronnés de succès. Les dirigeants de la CEDEAO et de l'Union africaine ont menacé ces trois pays de sanctions, mais rien n'a été fait pour dissuader d'autres chefs militaires opportunistes.

Au demeurant, au Niger, il se joue une partie de géopolitique interne mal appréciée et mal anticipée par le président Bazoum. Les intérêts étant pluriels, on risque la nouvelle Lybie.

Au Niger, il se joue une partie de géopolitique...



Pourquoi la France « pleure » après le putsch au Niger ?

Après avoir été chassée du Mali et du Burkina Faso, la France n'a pas chômé pour se voir offrir une nouvelle terre d'accueil. Juste à côté, Mohamed Bazoum, l'ex-président nigérien lui a ouvert les portes et les déserts du Niger. Mais ce séjour risque d'être de courte durée au vu de la dénonciation des accords militaires par la junte nigérienne. Jouant son baroud d'honneur, la France refuse pour le moment de plier bagages. Quelques éléments d'appréciation pour comprendre pourquoi Paris veut aller au conflit...

La France encore en première ligne des pays occidentaux qui s'érigent en paragon de vertus, après le coup d'Etat au Niger. Une France à la réaction sélective quand il s'agit de certains pays africains. « Quiconque s'attaquerait aux ressortissants, à l'armée, aux diplomates et aux emprises françaises verrait la France répliquer de manière immédiate et intraitable », a averti l'Élysée alors que des manifestations hostiles à la France émaillaient le coup d'Etat du Général Tchiani.

Le président Emmanuel Macron « ne tolérera aucune attaque contre la France et ses intérêts », ajoute rageux le communiqué de l'Élysée. Justement quelle relation entretient la France avec le Niger pour qu'un coup d'Etat débouche sur des manifestations d'hostilité. Comme à son habitude, la France se cache derrière la promotion des vertus de la démocratie pour prendre position en soutien à ses alliés sur le continent. Des alliés très souvent au pouvoir par des moyens pas catholiques.

En parlant d'intérêts de la France au Niger, de quoi parle Macron au juste ? On ne le dira jamais assez, l'Uranium du Niger qui est exploité par des entreprises françaises représente une grosse affaire. Une affaire dont l'importance est chaque fois minorée alors que la réalité est toute autre.

En effet, depuis que le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) français a repéré de l'Uranium dans le désert nigérien à la fin des années 1950, la France n'a plus quitté ce pays. Jusqu'à ce que les nouvelles autorités lui demandent de plier bagages à travers son armée. Une armée quasi permanente dans le pays. Officiellement, il s'agit de lutter contre le terrorisme, mais à la réalité les soldats français ont une mission officieuse : protéger les intérêts miniers de l'hexagone...

Dès 1968, la Somair (Société des mines de l'Air, du nom d'un massif montagneux proche) s'implante déjà dans le pays. Quatre ans plus tard, soit en 1974, la Cominak (Compagnie minière d'Akouta, du nom d'une localité proche) voit le jour. La ville d'Arlit, surnommée la « deuxième Paris » est créée de toutes pièces en plein désert du Sahara pour

abriter les logements des premiers travailleurs de cette mine d'Uranium.

L'uranium, métal radioactif intéresse à un plus haut point les autorités françaises de l'époque qui connaît une course à l'armement nucléaire. Il est encore aujourd'hui indispensable à la France, avec ses 56 réacteurs nucléaires, même si le discours politique tente de faire croire le contraire. Le Niger, septième producteur mondial d'Uranium est un fournisseur important pour la France. Disons un fournisseur bon marché depuis bien des lustres.

SELON EURATOM, LE NIGER ÉTÉ LE PREMIER FOURNISSEUR DE L'UNION EUROPÉENNE, AVEC 25 ...

Le géant français AREVA devenu depuis ORANO y possède trois mines. La Somair, la Cominak, qui était une mine souterraine, a, elle, été stoppée en 2021 et la mine d'Imouraren. Elle aussi située non loin d'Arlit, elle présenterait un important potentiel de 200 000 tonnes. Avec la nouvelle donne au Niger, la France a de quoi se faire des soucis même si EDF fait le dos rond en arguant ne pas dépendre de l'Uranium de ce pays sahélien.

Cependant, comme le constatent plusieurs sources, EDF se refuse à donner tout chiffre précis, et baigne dans une opacité entretenue en haut lieu. Orano (qui fournit près de la moitié du combustible d'EDF), fait aussi savoir que la nouvelle donne au Niger n'affecte guère ses activités. L'entreprise assure pouvoir tenir ses engagements internationaux.

Il est de notoriété publique que le Niger est l'un des trois seuls pays – avec le Kazakhstan et le Canada – où Orano

exploite directement des mines. Partout ailleurs, il ne possède que des participations minoritaires. Et dans les réserves détenues par Orano, le Niger représente à lui seul un septième du total, selon les propres rapports internes d'Orano.

Selon David Boilley, agrégé de physique, docteur en physique nucléaire et président de l'Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest (ACRO), la France ne peut pas valablement faire croire que l'Uranium du Niger, ce n'est rien. De fait, d'après des chiffres qu'il a publiés le 16 juin dernier, au sein du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire, le Niger a représenté 35 % des importations françaises d'uranium concentré en 2020 et 34 % en 2021. Soit le premier rang en 2020 et le deuxième en 2021 derrière le Kazakhstan.

Selon aussi Jean-Claude Zerbib, consultant et membre de l'association Global Chance, de 2005 à 2020, le Niger a été le cinquième fournisseur d'uranium pour la France, avec 17,9 % de la fourniture moyenne annuelle. Il se base sur une note interne de l'entreprise en date de mai 2022. Ce rapport dispose qu'en tenant compte des types d'approvisionnement confondus, le Niger représente 17 % de l'uranium d'EDF, soit un de ses six principaux fournisseurs. Les autres sont le Canada (21 %), la Russie (18 %), le Kazakhstan (18 %), l'Australie (16 %) et la Namibie (10 %).

Selon enfin Euratom, le Niger a été le premier fournisseur de l'Union européenne, avec 25 % des approvisionnements en 2021, les deux suivants étant le Kazakhstan et la Russie. Or ces trois pays, c'était 67 % des importations européennes en 2021 et même 69 % en 2022. Il faut avoir ces chiffres pour mieux comprendre la nervosité des autorités française au Niger.

Avec la guerre en Ukraine et les possibles mesures de rétorsion de la Russie, la France ne peut pas dormir tranquille. Sur le court terme oui mais sur le long terme la donne pourra évoluer et changer. Dans le désert sahélien du Niger, la France fait ce qu'elle veut de l'Uranium, sans aucun contrôle. La bataille de Niamey ne fait commencer...



9^e CONGRÈS PANAFRICAIN AU TOGO

Robert Dussey, Ministre des Affaires étrangères : « Le Congrès panafricain doit être un levier de croissance économique ou de développement inclusif en Afrique »

Alors que le Togo se prépare à accueillir l'année prochaine, le 9^e Congrès panafricain, il est relevé depuis quelque temps sur le continent, une vague de violences xénophobes. Tout en opinant sur cette problématique, Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères du Togo a indiqué comment le panafricanisme peut-il constituer un levier de croissance économique ou de développement inclusif en Afrique. Aussi, les temps forts du prochain congrès qu'abritera son pays ont-ils été dévoilés par le diplomate qui entrevoit de meilleures perspectives pour l'Afrique.

Les Africains doivent garder une foi inébranlable au mouvement panafricain et en faire un véritable levier de croissance économique ou de développement inclusif en Afrique. On pourrait ainsi résumer les propos du diplomate togolais tenus lors d'un entretien relayé par des médias locaux. En effet, selon M. Dussey, le Congrès panafricain de Lomé traitera des moyens pour renforcer les contributions des diasporas, des communautés d'origines et d'ascendances africaines, au service du développement économique et social de l'Afrique. Ledit congrès qui s'inscrit dans le cadre de l'Agenda 2021-2031 de la « Décennie des racines africaines et de la diaspora africaine » reste « un outil institutionnel et panafricain pour valoriser et mobiliser les contributions et les talents des diasporas et des Afro-descendants au service du développement continental », appuie le diplomate togolais.

A cet effet, M. Dussey a souligné que les contributions des Afro-descendants sont de formes multiples et portent principalement sur les ressources humaines, les transferts de fonds, les relations professionnelles et les réseaux d'affaires, mais aussi sur les investissements. Selon la Banque Mondiale, relève-t-il, « 100 milliards de dollars sont transférés chaque année vers le continent par la diaspora ». Une manne financière qui témoigne à n'en point douter, de l'importance croissante de l'engagement de la diaspora et des Afro-descendants au service du développement de l'Afrique. Raison pour laquelle, « le Congrès panafricain de Lomé représente un cadre privilégié pour réfléchir sur le positionnement de la diaspora et des Afro-descendants comme partenaires stratégiques de l'Afrique. Ils participeront activement aux travaux de cette édition

», insiste-t-il. Faut-il le préciser, l'implication plus forte des diasporas africaines dans le processus du développement continental sera certainement abordée au cours du Congrès de Lomé.

De la marginalisation de l'Afrique dans le processus de financement

Revenant sur le 9e Congrès panafricain, le chef de la diplomatie togolaise a annoncé qu'il aura pour thème,

ROBERT DUSSEY TIENT UNE DÉFINITION DU PANAFRICANISME...

« Renouveau du panafricanisme et rôle de l'Afrique dans la réforme des institutions multilatérales : mobiliser les ressources et se réinventer pour agir ». Parlant notamment de ressources, M. Dussey a évoqué l'immensité des ressources humaines et civilisationnelles de l'Afrique, affirmant qu'il s'agit de reprendre conscience de notre grandeur historique, de nos forces et de nos ressources civilisationnelles, de nos réseaux et capitaux humains, de nos traditions culturelles, de nos connaissances et de nos ressources techniques et organisationnelles pour agir efficacement. S'agissant de la problématique du financement, le diplomate s'est offusqué du sort réservé à l'Afrique sur la scène internationale et dans la gouvernance mondiale. « Cela est inacceptable », a-t-il tempêté, avant d'indiquer que pour l'Afrique, « l'enjeu, c'est de se regrouper autour d'intérêts communs pour définir des modes et des plans d'action concertés ».

Les temps forts du 9e Congrès panafricain de Lomé

Pour l'essentiel à retenir du 9e Congrès panafricain que le Togo accueillera l'année prochaine, il convient de retenir entre autres, une session dédiée à la consolidation des résultats des rencontres organisées dans différents pays, mais aussi des séminaires regroupant des Africains vivant sur le continent, les diasporas africaines et les Afro-descendants. On retiendra aussi, la session des politiques qui servira de cadre de validation aux conclusions, les recommandations et les projets phares définis et l'adoption de la « Déclaration de Lomé » sur les enjeux et les défis du panafricanisme.

Robert Dussey tient une définition du panafricanisme. A l'en croire, il s'agit avant tout d'un mouvement qui repose sur « notre capacité à nous retrouver autour de valeurs communes dans la recherche de solutions aux problèmes et aux défis actuels du continent et des Africains dans le monde. Il s'agit avant tout d'une question d'affirmation de soi, en veillant à trouver des solutions africaines aux problèmes africains ». Le 9e Congrès panafricain prévu pour se tenir au Togo l'année prochaine, accueillera des intellectuels et des personnes ressources, des experts africains venant du monde entier, des représentants d'organisations diasporiques et de gouvernements des 54 pays africains. S'il se réclame avant tout, le creuset de la régénérescence des valeurs et des idéaux panafricains, il nourrit l'ambition de formuler, sous plusieurs formes, des orientations en faveur de la réforme des institutions multilatérales ainsi qu'une meilleure représentation de l'Afrique sur la scène internationale », précise le ministre togolais des Affaires étrangères.



CENTRE D'INFORMATION SUR LA COOPERATION
SUD-SUD ET TRIANGULAIRE

FORUM RÉGIONAL DE HAUT NIVEAU SUR LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE

**“Libérer le potentiel de l’industrialisation
et du développement des chaînes de valeur
agricoles en Afrique Centrale : Une approche
de coopération sud-sud et triangulaire”**

Lors de leur 10e Sommet tenu en 2022 à Luanda (Angola), les Chefs d’Etat et de gouvernement de l’Organisation des Etats d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), reconnaissant le rôle crucial que joue le secteur agricole dans les pays ACP dans l’amélioration de la vie des populations et sa contribution significative aux objectifs de développement durable des

Nations unies, se sont engagés à promouvoir les initiatives de production agricole à grande échelle et de «commerce équitable» en vue de renforcer la compétitivité des produits agricoles des OEACP.

Les Pays ACP restent extrêmement vulnérables aux chocs externes et endogènes, étant donné qu’ils produisent principalement des denrées primaires à faible valeur ajoutée et peu



diversifiées. La crise alimentaire qui a menacé et menace encore beaucoup de pays, à la suite de l'éclatement de la guerre russo-ukrainienne, a démontré une fois de plus cette vulnérabilité, et la nécessité de déployer plus d'efforts dans le développement du secteur agricole, véritable moteur de croissance, de création d'emplois, et de la sécurité alimentaire de nos pays et régions. Selon les études de la Banque mondiale, la croissance du PIB basée sur l'agriculture a la capacité d'accroître quatre fois plus le revenu des plus pauvres que la croissance générée par n'importe quel autre secteur.

Il est donc urgent de s'attaquer aux défis de l'agriculture en renforçant les liens entre l'adaptation de l'agriculture et les mécanismes de finance-

ment, et d'intégrer les acteurs du secteur agro-industriel des pays ACP aux chaînes de valeur, nationale, régionale et internationale.

La région d'Afrique centrale est dotée de vastes ressources naturelles, y compris des terres fertiles, des ressources en eau et un climat favorable

Le principal objectif du Forum régional est de promouvoir l'industrialisation du secteur agricole et...

à l'agriculture, avec plus de 100 millions d'hectares de terres cultivables (Banque Mondiale) et plus de 200 milliards de mètres cubes de ressources en eau renouvelables (Banque Africaine de Développement). Cependant, malgré cette disponibilité de terres fertiles et de conditions météorologiques favorables, le secteur agricole reste confronté à de nombreux défis dans cette région, notamment une faible productivité, un accès limité aux marchés et un accès limité au financement et des infrastructures inadéquates pour permettre le développement de l'industrialisation et des chaînes de valeur agricoles.

C'est dans ce contexte, que le Centre de coopération Sud-Sud et triangulaire de l'OEACP, organisera, du 25

au 27 octobre 2023, au siège du Centre OEACP de Malabo, Guinée Equatoriale, un Forum régional de haut niveau sous le thème Central : « Libérer le potentiel de l'industrialisation et du développement des chaînes de valeur agricoles en Afrique centrale : Une approche de la Coopération Sud-Sud et Triangulaire »

Le Centre ACP d'Information sur la Coopération Sud-Sud et Triangulaire a élaboré son premier Plan Stratégique 2022-2027 dans lequel il prévoit entre autres l'organisation des Forums annuels régionaux dans toutes les régions de l'OEACP, avec l'objectif de promouvoir et faciliter le partage d'expérience, des connaissances et de l'expertise technique dans différents secteurs d'activités. Ce Forum Régional pour la région d'Afrique centrale, est donc le premier dans la série, et le choix du thème central contribue à la politique ACP d'appui au secteur des produits de base agricoles qui vise à déterminer les domaines dans lesquels l'OEACP est susceptible d'obtenir les meilleurs résultats en vue de la transformation du secteur des produits de base agricoles dans les régions ACP, en facilitant non seulement la mise en œuvre des interventions, mais également le partage des connaissances, des meilleures pratiques et des enseignements tirés.

OBJECTIFS

Le principal objectif du Forum régional est de promouvoir l'industrialisation du secteur agricole et le développement



des chaînes de valeur agricoles dans la région de l'Afrique centrale. Plus spécifiquement, l'organisation du Forum régional vise à :

Partager les expériences et les meilleures pratiques sur l'industrialisation du secteur agricole et le développement de la chaîne de valeur dans la région de l'Afrique centrale.

Identifier les défis et les opportunités pour promouvoir l'industrialisation du secteur agricole et le développement de la chaîne de valeur dans la région.

Favoriser les partenariats et la collaboration entre les intervenants du secteur agricole afin de promouvoir le développement durable.

Élaborer des stratégies et des

recommandations pour promouvoir l'industrialisation du secteur agricole et le développement de la chaîne de valeur dans la région de l'Afrique centrale.

PARTICIPANTS

Le Forum régional proposé sur l'industrialisation et le développement des chaînes de valeur agricoles en Afrique centrale réunira les différentes parties prenantes de la région de l'Afrique centrale notamment les décideurs politiques (niveau ministériel) ; des Chercheurs ; des Agriculteurs ; des Entreprises agroalimentaires ; des Partenaires au développement et des Organisations régionales.



DISCOURS INTEGRAL DE SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI

Sa Majesté le Roi Mohammed VI a délivré son traditionnel discours à l'occasion de la Fête du trône. De la première voiture locale fabriquée par des ingénieurs marocains à la candidature de son pays pour le Mondial 2030, en passant par les avancées aux niveaux socio-politique et économique, Sa Majesté a fait un bilan sans complaisance de son magistère annuel. Voici l'intégralité de son discours.

Louange à Dieu, Prière et salut sur le Prophète, Sa famille et Ses compagnons.

Cher peuple,

Par la grâce de Dieu, notre pays vit au rythme de la symbiose qui unit indéfectiblement le Trône et le peuple, engagés naturellement dans une mutuelle et constante écoute.

Fort de ces atouts, le Maroc fut jadis en capacité de mettre en place les structures d'un Etat-Nation, aujourd'hui dépositaire d'une histoire multiséculaire.

Aussi, Nous louons le Seigneur de nous avoir apporté secours et assistance : dans notre fructueuse entreprise, nous avons alors surmonté bien des difficultés, bien des défis et nous comptons désormais bon nombre d'acquis à notre actif.

En personnes sincères à l'optimisme franc, les Marocains, se revendiquant fièrement de leurs traditions millénaires et de leur identité nationale unifiée, ont acquis à juste titre une réputation de tolérance et d'ouverture.

Leur renom repose plus spécifiquement sur leur sérieux et leur sens du dévouement.

A présent que la dynamique nationale de développement a atteint un stade de maturité avancée, il nous appartient de faire preuve de ce sérieux reconnu pour

franchir de nouveaux seuils sur la voie du progrès et pour échafauder des réformes, des projets de plus grande envergure, dignes des Marocains.

Cher peuple,

Le sérieux que Nous exaltons n'est pas un terme vide de sens, de portée purement formelle. C'est, au contraire, un concept intégré qui recouvre un ensemble d'idéaux et de principes opératoires.

Aussi longtemps que le sérieux est le moteur de nos actions, nous réussirons à renverser les difficultés et à relever les défis.

***Le sérieux que
Nous exaltons
n'est pas un
terme vide de
sens...***

De fait, chaque fois que la jeunesse marocaine a eu les moyens de donner la pleine mesure de son sérieux et de son patriotisme, elle a fasciné le monde par des performances d'un calibre inédit, à l'instar de l'exploit accompli par la Sélection nationale à la dernière Coupe du monde de football.

De l'aveu de tous, en interne comme à l'international, nos enfants ont offert les plus belles images de ferveur patriotique, d'unité et de cohésion familiale et populaire et ils Nous ont rendu particulièrement fier, ainsi que l'ensemble du peuple marocain.

C'est dans cet esprit que Nous avons pris

la décision de présenter avec nos amis d'Espagne et du Portugal une candidature commune pour l'organisation des phases finales de la Coupe du monde de football 2030. Ainsi, Nous aspirons et, corrélativement, Nous œuvrons à ce que, sous tous rapports, cette édition inscrive sa marque dans l'Histoire.

Sans précédent dans les Annales, cette candidature tend une passerelle entre deux continents et deux civilisations : l'Afrique et l'Europe, et rassemble les deux rives de la Méditerranée. Elle incarne de fort belle manière l'ambition qui anime les peuples de la région d'avancer ensemble vers plus de collaboration, d'entente et de communion.

Le sérieux de la jeunesse marocaine s'exprime aussi dans les domaines nécessitant un génie créateur et un esprit novateur : deux atouts qu'elle possède en puissance dans diverses matières.

Je salue plus particulièrement la réalisation de la première voiture de fabrication locale, grâce à des compétences nationales et à un financement marocain. Il en va de même pour la présentation du premier prototype de voiture à hydrogène, développé par un jeune Marocain.

Ces projets portent témoignage du génie marocain et attestent la confiance placée dans les capacités intrinsèques de nos jeunes, ainsi encouragés à redoubler d'inventivité et de créativité. Ils concourent aussi à la promotion du label « Made in Morocco » et confortent le positionnement du Maroc en tant que destination majeure pour les investissements productifs.

Le sérieux est également de mise dès lors qu'il est question de notre intégrité territoriale.

Effectivement, c'est ce sérieux qui, sur fond de légitimité, a déclenché des reconnaissances en cascade de la souveraineté

du Maroc sur ses Provinces du Sud, celle de l'Etat d'Israël étant la dernière en date. Outre l'ouverture de consulats à Dakha et à Laâyoune, il a également permis de mobiliser un soutien accru en faveur de l'Initiative marocaine d'autonomie.

Avec le même sérieux et une égale intransigeance, Nous réitérons la position inébranlable du Maroc en faveur de la Cause palestinienne juste et des droits légitimes du peuple palestinien frère, afférant à l'établissement d'un Etat indépendant ayant Al-Qods orientale comme capitale et apportant in fine sécurité et stabilité aux peuples de la région.

Le sérieux doit constamment définir notre ligne de conduite, dans la vie de tous les jours comme au travail. Par conséquent, il doit être de rigueur dans tous les secteurs d'activité :

-dans le domaine politique, administratif et judiciaire, il importe que prévale le dévouement au service du citoyen, par l'identification de profils qualifiés, par la primauté accordée aux intérêts supérieurs de la Nation et des citoyens, loin des surenchères et des calculs étroits.

-Dans le domaine social, il doit s'imposer notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'emploi, du logement.

De plus, le sérieux que Nous préconisons doit avoir cours parmi les opérateurs économiques, dans les domaines de l'investissement et de la production et au sein du monde des affaires.

En définitive, le sérieux est la clé de voûte d'une approche intégrée qui subordonne l'exercice de la responsabilité à l'exigence de reddition des comptes et fait prévaloir les règles de bonne gouvernance, la valeur travail, le mérite et l'égalité des chances.

Cher peuple,

Les répercussions de la crise mondiale, conjuguées à des années de sécheresse successives au niveau national, ont contribué au renchérissement du coût de la vie et au ralentissement de la croissance économique.

Aussi, Nous avons orienté le gouvernement pour qu'il adopte les mesures nécessaires afin d'atténuer leur impact négatif sur les franges de la population et les secteurs les plus touchés, et d'assurer l'approvisionnement des marchés en produits de base.

Aujourd'hui, alors que des signes d'un

recul progressif des tensions inflationnistes commencent à se préciser à l'international, il est urgent pour nous de faire preuve de sérieux pour instaurer un climat de confiance et saisir les nouvelles opportunités. Le but est de renforcer la relance et la résilience de l'économie nationale.

A cet égard, Nous avons lancé le Programme d'Investissement Vert du Groupe OCP et Nous avons donné un coup d'accélérateur au plan de déploiement des énergies renouvelables.

Faisant suite à la réunion que Nous avons présidée à cette fin, le gouvernement a élaboré le projet «Offre Maroc» pour l'hydrogène vert.

A cet égard, Nous engageons le gouvernement à entreprendre la mise en

Le sérieux doit constamment définir notre ligne de conduite...

œuvre rapide et qualitative de ce projet, de manière à valoriser les atouts dont dispose Notre pays en la matière et à répondre au mieux aux projets portés par les investisseurs mondiaux dans cette filière prometteuse.

Afin de parachever le chantier de la protection sociale, Nous attendons que les prestations sociales commencent, comme prévu, à être servies aux ménages ciblés, à la fin de l'année en cours.

Notre souhait est que ce revenu direct contribue à l'amélioration des conditions de vie de millions de familles et d'enfants dont Nous ressentons la détresse.

Ce dispositif constituera un pilier essentiel de notre modèle de développement et de société, qui a pour finalité de préserver, dans toutes ses dimensions, la dignité des citoyens.

S'agissant de la gestion des ressources hydriques qui requiert davantage de rigueur et de vigilance, Nous avons veillé



à l'élaboration du Programme national pour l'approvisionnement en eau potable et d'irrigation 2020-2027.

A cet égard, Nous appelons au suivi minutieux de toutes les étapes de mise en œuvre de ce programme. D'ailleurs, Nous ne tolérerons aucune forme de mauvaise gouvernance, de mauvaise gestion ou d'exploitation anarchique et irresponsable de l'eau.

Cher peuple,

Dans un monde secoué par l'ébranlement des valeurs et des référentiels et confronté à l'imbrication de nombreuses crises, nous avons plus que jamais besoin de faire preuve du sérieux tel que tous les Marocains le conçoivent :

- D'abord, par un attachement sans faille aux valeurs religieuses et patriotiques et à notre devise éternelle : Dieu – la Patrie – le Roi ;



- En deuxième lieu, par l'attachement indéfectible à l'unité nationale de notre pays et à son intégrité territoriale ;

- Ensuite, par la sauvegarde des liens sociaux et familiaux d'où émergera, in fine, une société plus solidaire et plus soudée ;

- Enfin, par la poursuite résolue de la quête du développement qui permettra d'atteindre le progrès économique souhaité et de renforcer la justice sociale et spatiale.

Cher peuple,

L'action que Nous menons au service de Notre peuple ne consiste pas uniquement à gérer les questions internes. Elle réside aussi dans Notre détermination à fonder des relations solides avec les Etats frères et amis, et plus particulièrement avec les pays voisins.

Depuis quelques mois, beaucoup

demandent à savoir où en sont les relations entre le Maroc et l'Algérie. Ces relations sont stables, Nous aspirons néanmoins à ce qu'elles soient meilleures.

A ce propos, Nous rassurons nos frères en Algérie, leur direction et leur peuple qu'ils n'auront jamais à craindre de la malveillance de la part du Maroc. Nous leur confirmons aussi tout le prix que Nous attachons aux liens d'affection et d'amitié, aux échanges et aux interactions entre nos deux peuples.

Nous prions le Très-Haut pour un retour à la normale et une réouverture des frontières entre nos deux pays voisins et nos deux peuples frères.

Cher peuple,

Nous saisissons cette occasion pour rendre un vibrant hommage aux Forces Armées Royales, à la Sûreté nationale, à la Gendarmerie Royale, aux Forces

Auxiliaires et à la Protection civile, toutes composantes confondues, pour leur mobilisation constante, sous Notre commandement, afin de défendre l'unité nationale et de préserver la sécurité et la stabilité du pays.

Nous prions également le Très-Haut pour qu'Il couvre de Son infinie miséricorde les vaillants martyrs du Maroc, au premier rang desquels Notre Auguste Grand-Père, feu Sa Majesté le Roi Mohammed V et Notre Illustre Père, feu Sa Majesté le Roi Hassan II, que Dieu ait Leurs âmes.

Pour conclure, il n'y a rien de mieux qu'un verset du Saint-Coran où Dieu décrète : « Ceux qui croient et font de bonnes œuvres...vraiment Nous ne laissons pas perdre la récompense de celui qui fait le bien ». Véridique est la parole de Dieu.

Wassalamou alaïkoum wa rahmatoullah wa barakatouh».



BRICS

LA MINORITE GRANDE DE STRATEGIES CONQUERANTES

De cinq pays au départ, les BRICS ont vite pris l'allure d'un « bulldozer » pour mettre fin aux vieilles hégémonies économiques mondiales. Le sommet annuel des BRICS ne fait qu'enregistrer de nouveaux membres depuis 2011, l'année du premier sommet.

Le sommet des BRICS 2023 - le 15ème - s'est tenu du 22 au 24 août 2023 à Johannesburg en Afrique du Sud. En plus des cinq pays membres à savoir le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine

et l'Afrique du Sud, plus d'une quarantaine d'autres pays et organismes internationaux, et des organisations de la société civile ont pris part à ce sommet cette année. A part le président russe, Vladimir Poutine qui a participé à la réunion de ce sommet par visioconférence, tous les autres quatre (4) Chefs d'Etat du groupe des BRICS se sont retrouvés en Afrique du Sud.

«Ce sommet s'inscrit dans la dynamique du changement du paradigme macro-économique et géopolitique du monde et place nos États respectifs devant

leur responsabilité de trouver des solutions appropriées aux grands défis qui se posent à l'humanité, à l'instar de la pandémie de Covid-19, du changement climatique, de l'atteinte des objectifs de développement durable à l'horizon 2030, de la transition énergétique et de la biodiversité », avait annoncé la ministre sud-africaine des Affaires étrangères, Naledi Pandor le 13 janvier 2023.

Étiquetés sous la bannière de pays « émergents », les BRICS n'avaient jusqu'ici qu'un seul objectif : celui de se faire



entendre au sein des institutions monétaires internationales. C'est ainsi qu'en 2014, ils décident de créer la Nouvelle Banque de Développement (NDB), dotée de 50 milliards de dollars au départ.

Le désir ardent des BRICS est de mettre fin à leur dépendance au dollar.

Les Brics ont été créés pour trouver des moyens de réformer les institutions financières internationales telles que le FMI et la Banque mondiale, afin de permettre aux économies émergentes de mieux se faire entendre et d'être mieux représentées. A ce sujet pour réaliser leur objectif, le recrutement d'autres adhérents s'avère nécessaire et imminent.

La veille du 15e sommet des BRICS, Pretoria avait annoncé que tous les pays membres s'étaient accordés sur le principe d'une expansion.

« Nous avons adopté un docu-

ment qui définit les lignes directrices, les principes et les processus d'examen des pays qui souhaitent devenir membres des Brics », s'était félicitée la ministre sud-africaine des Affaires étrangères, Naledi Pandor, soulignant une avancée « positive ».

Plusieurs pays ont déjà annoncé leur candidature pour faire partir des BRICS.

En janvier 2024, le groupement économique réunissant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du sud, connu sous le nom de BRICS, s'élargira de 5 à 11 pays. C'est du moins ce qu'il y a lieu de retenir suite à l'intervention du Président Sud Africain, Cyril Ramaphosa lors d'une conférence de presse conjointe des dirigeants des cinq nations qui composent actuellement le bloc qui s'est-il félicité à la fin du 15ème sommet de BRICS.

« L'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Égypte, les Émirats arabes

unis, l'Éthiopie et l'Iran rejoindront les BRICS. Leur adhésion pleine et entière prendra effet le 1er janvier 2024 ». Déclara le Président Sud-Africain à la fin du sommet des BRICS de cette année.

C'est un « moment fort » pour l'Éthiopie, s'est félicité son Premier ministre Abiy Ahmed. L'adhésion aux Brics est un « événement historique » et un « succès stratégique » pour la diplomatie iranienne, pense le conseiller politique du président iranien Ebrahim Raïssi, Mohamed Jamshidi.

« C'est avec satisfaction que les pays membres des Brics accueillent l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie et l'Iran », a écrit sur Twitter le président brésilien Lula.

Le degré d'engouement d'adhésion aux BRICS qui ne cesse croissant attire l'attention de certaines personnalités. « On a



l'impression que l'équilibre des pouvoirs s'éloigne de l'Occident et que de plus en plus de pays en développement se tourne vers des puissances montantes comme les pays du Brics», explique le professeur Padraig Carmody.

Quelle est l'importance du groupe des Brics ?

La puissance des Brics est de plus très liée à la croissance rapide des économies asiatiques. Depuis 2013, la croissance du Brésil, de l'Afrique du Sud et de la Russie est de 1% en moyenne, soit un rythme moindre que les économies du G7.

Aujourd'hui, le groupe des BRICS représente 42 % de la population de la planète soit 3,24 milliards de personnes et environ 25 % du produit intérieur brut (PIB) mondial. Mais ses membres ne disposent que de 15 % des droits de vote à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international (FMI). Un éventuel élargissement du bloc des économies émergentes pourrait accroître son influence et son poids dans les organes de gouvernance mondiale.

Création des Brics

L'initiative vient de Goldman Sachs, Jim O'Neill, un économiste de la banque d'investis-

sement qui en 2001, a créé l'acronyme «Bric» pour Brésil, Russie, Inde et Chine.

Il s'agit de grands pays à revenu intermédiaire dont l'économie connaissait une croissance rapide à l'époque. Il a prédit qu'ils pourraient devenir les premières économies mondiales d'ici 2050.

Une monnaie commune au sein des BRICS en gestation ?

Des hommes politiques brésiliens et russes de premier plan ont récemment suggéré la création d'une monnaie pour le bloc des Brics, afin de contester la domination du dollar américain



dans le commerce et la finance internationaux.

Toutefois, l'ambassadeur sud-africain auprès des Brics et de l'Asie, Anil Sooklal, a déclaré que cette question n'était pas à l'ordre du jour du sommet de Johannesburg.

Jim O'Neill, de Goldman Sachs, qui est à l'origine de l'idée des pays du «Bric», a déclaré au journal britannique Financial Times que l'idée d'une monnaie commune était «ridicule».

Des pays des Brics, un groupe hétérogène et harmonieux ?

Chaque pays des Brics est un pays important dans sa région respective, explique le professeur Padraig Carmody, géographe spécialiste du développement au Trinity College de Dublin.

«Cependant, la Chine est devenue le leader du groupe», ajoute-t-il.

«Par l'intermédiaire des Brics,

elle se présente comme la principale voix du Sud, appelant à la réforme ou au renversement de l'ordre international existant.

Cependant, l'Inde est le rival de la Chine dans la région Asie-Pacifique. Elle a des différends frontaliers de longue date avec la Chine et collabore avec les États-Unis et d'autres pays pour freiner l'expansion de son influence dans la région.

Les pays du Brics sont également

divisés sur la manière dont ils traitent les pays occidentaux.

«La Russie considère les Brics comme un élément de sa lutte contre l'Occident, l'aidant à surmonter les sanctions qu'ils lui imposent pour l'invasion de l'Ukraine», explique Creon Butler, directeur du programme sur l'économie et les finances mondiales au sein du groupe de réflexion Chatham House, basé à Londres.

Rappelons que c'est que c'est en 2010 que l'Afrique du Sud adhère aux BRICS.

Le continent africain compte désormais deux nouveaux membres, l'Algérie et l'Éthiopie au sein des Brics, qui militent pour un changement de l'ordre mondial caractérisé par la domination économique des Occidentaux.

Le groupe des BRICS représente 42 % de la population de la planète soit 3,24 milliards de personnes et environ 25 % du produit intérieur brut (PIB) mondial.

Industrialisation

Les six secteurs qui vont booster la manufacture en Afrique de l'ouest



Il s'agit du cacao, du poisson, du textile, des fruits et légumes, des services et des farines issues des racines et tubercules. Les ministres des pays de la CEDEAO sont appelés à se prononcer sur cette stratégie de développement des chaînes de valeurs régionales.

42,5 millions de personnes sont menacées de par la crise alimen-

taire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'ouest. A cela s'ajoute, le lourd tribut de la crise internationale liée à la pandémie de la COVID-19, de la guerre entre la Russie et l'Ukraine et des dérèglements climatiques que l'Afrique paie. En effet, l'accélération des personnes sous le seuil de pauvreté est constatée sur le triennal 2020-2023. L'Afrique de l'Ouest compte à elle seule 177 millions de per-

sonnes vivant dans la pauvreté. La solution à cette situation est de faire passer l'activité de production à un stade plus porteur de valeur ajoutée. Il s'agit concrètement de développer les chaînes de valeur en transformant localement les produits. Ceci permettra de créer des emplois décents, améliorer les conditions de vie des producteurs, substituer les produits importés par ceux disponibles

localement. Avec la ZLECAF, le marché est un acquis. Les chaînes de valeur, que ce soit au niveau régional ou mondial, représentent le nouveau visage du commerce international. Elles sont en plein essor et représentent aujourd'hui près de la moitié du commerce mondial total. Elles sont associées à divers avantages, notamment la réduction de la pauvreté, la génération de revenus, la transformation structurelle et la croissance inclusive. Par exemple, il a été démontré qu'une augmentation de 1% du commerce par le biais des chaînes de valeur entraîne une augmentation de plus de 1% du revenu par habitant d'un pays, ce qui représente plus du double du gain de revenu attribué du commerce ordinaire.

Chaînes de valeurs

Au total, 6 produits et leurs dérivés sont identifiés comme offrant un potentiel de création ou d'expansion de chaînes de valeurs pour les économies de la CEDEAO dans le contexte de la ZLECAF. Ils devraient constituer les points d'entrée dans les chaînes de valeurs régionales : poissons et crustacés, fruits et légumes, farine issue de racines et tubercules, cacao et produits dérivés, les services et textile.

Aperçu

En regardant de près les chaînes de valeurs à fort potentiel retenues, on observe une réelle volonté de saisir les opportunités de la ZLECAF. La pêche est l'une des denrées alimentaires les plus commercialisées au monde. En 2020, la production mondiale de poisson a atteint 178 millions de tonnes, dont 90 millions de tonnes pour la capture et 88 millions de tonnes pour l'aquacul-

ture. Par ailleurs, la production aquacole n'a pas connu de perturbations majeures et a continué à croître pour atteindre une production de 157 millions de tonnes en 2020.

Le segment des fruits et légumes frais est un marché en pleine expansion. Les recettes mondiales pour les fruits frais devraient atteindre 665,3 milliards USD en 2023 et croître à un taux de croissance annuel moyen de 5,53 % entre 2023 et 2027. Le secteur mondial des fruits à coque est en plein essor, les importations mondiales ayant plus que doublé au cours de la

Le Nigeria produit plus de 50 millions de tonnes de manioc par an...

dernière décennie. Les importations de fruits à coque s'élevaient à 18,7 milliards d'USD en 2021, avec un taux de croissance annuel moyen de 4 % au cours des dix dernières années. L'augmentation de la production de noix de cajou devrait être complétée par une augmentation de la demande au cours des cinq prochaines années. La production mondiale de noix de cajou se situe entre 720 000 et 790 000 tonnes métriques par an entre 2015 et 2020.

Pour ce qui est des farines à base de tubercules, la région de la CEDEAO dispose d'une importante capacité de production de manioc et d'igname. Le

Nigeria, par exemple, est le plus grand producteur de manioc au monde, tandis que le Ghana, la Côte d'Ivoire et la Sierra Leone sont également des producteurs importants dans la région. En termes de production d'igname, le Nigeria et le Ghana sont les principaux producteurs, représentant plus de 90 % de la production totale d'igname dans le monde.

Les ignames et le manioc jouent un rôle très important dans la sécurité alimentaire et la subsistance de millions de personnes en Afrique de l'Ouest. Environ 57 millions de tonnes d'ignames (93 % de la production mondiale) sont produites chaque année sur 4,7 millions d'hectares en Afrique de l'Ouest, principalement dans cinq pays : le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigeria et le Togo. L'Afrique de l'Ouest est un important producteur mondial de manioc, le Nigeria étant le plus grand producteur au monde. La production de manioc en 2018 a atteint près de 60 millions de tonnes, avec une superficie totale récoltée de 6,8 millions d'hectares et un rendement moyen de 8,7 tonnes par hectare.

Le Nigeria est le premier producteur de manioc et d'igname de la région en raison de l'étendue de ses terres, de son climat favorable et des politiques gouvernementales qui le soutiennent. Le Nigeria produit plus de 50 millions de tonnes de manioc par an, ce qui représente environ 20 % de la production mondiale de manioc. Le Nigeria est également le premier producteur d'ignames, contribuant à environ 70 % de la production mondiale d'ignames, avec plus de 40 millions de tonnes métriques produites chaque année.

Afrique Centrale

Un plan d'industrialisation régional pour révolutionner le secteur productif

Les économies de cette sous-région peuvent réaliser la sécurité alimentaire, l'indépendance énergétique et la mise en œuvre compétitive de la ZLECAf en s'insérant dans les 16 chaînes de valeurs industrielles du plan d'industrialisation et de diversification économique en Afrique Centrale de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique. Ce Master-plan industriel ambitionne de transformer la sous-région en hub industriel multipolaire, multisectoriel et multi-acteurs pour la transformation structurelle accélérée.

« Faire de l'Afrique Centrale une base de défense manufacturière de classe mondiale pour la transformation sur place des produits stratégiques et minéraux critiques, une plaque tournante de solutions énergétiques, logistiques et écologiques, un hub régional de recherche et d'innovation axé sur l'intégration et le partage des cerveaux et intelligences, des données et logiciels, des technologies et savoir-faire stratégiques » c'est l'objectif de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique à travers son Bureau Sous-régional pour l'Afrique Centrale. L'institution vient de remettre aux Etats, à la CEMAC et à la CEEAC le plan directeur d'industrialisation et de diversification économique de l'Afrique Centrale.

Le diagnostic posé révèle que l'Afrique centrale jouit d'une position géostratégique imprenable et des dotations naturelles uniques. Toutefois, sa contribution au commerce international des produits manufacturés reste insignifiante. Il n'est un secret pour personne que les économies de la sous-région



exportent essentiellement des produits bruts à faible contenu technologique. Cette sous performance est le résultat d'un déficit de compétitivité, de productivité et de complexité.

Zones Economiques Spéciales

Pour inverser le cycle, le PDIDE AC propose comme outil les Zones Économiques Spéciales de Nouvelle Génération pour révolutionner le tissu industriel en se concentrant énergiquement sur 16 chaînes de valeurs industrielles. Lesquelles sont classées en deux groupes : les chaînes de valeurs industrielles à forte intensité de main-d'œuvre et les chaînes de valeurs industrielles à forte intensité capitalistique. Pour M. Adama Ekberg Coulibaly, Chef de la Section des Initiatives Sous-régionales au Bureau de la CEA, « plus qu'un cadre conjoint d'engagement et de dialogue durable, le PDIDE-AC est avant tout une Méga-stratégie industrielle et de diversification économique, multipolaire, multisectorielle et multi-acteurs ».

L'évolution et l'expérience des ZESNG

dans le monde correspondent le mieux au modèle économique dont la sous-région a besoin pour enclencher son émergence. Cette orientation stratégique est conforme aux recommandations des Chefs d'Etat et de Gouvernements de l'Union Africaine adoptées lors de la 17ème Session Extraordinaire de leur Conférence tenue à Niamey le 25 novembre 2022. A travers le PDIDE-AC, l'Afrique Centrale s'aligne sur l'agenda continental d'industrialisation et de diversification économique. Le PDIDE-AC tombe à point nommé, il constitue la rampe de lancement pour la mise en œuvre efficiente de la ZLECAf en Afrique Centrale.

La réunion régionale de réflexion sur l'union douanière et le plan d'industrialisation et de diversification économique de l'Afrique centrale organisée par la CEEAC à Libreville, du 18 au 21 juillet 2023 a servi de cadre à la remise officielle de ce document au cœur de la décennie de la diversification économique en Afrique Centrale (2021-2030).

LAPSSET

Le corridor économique qui va transformer toute l'Afrique de l'Est

A Juba, la troisième session ordinaire du conseil des ministres de ce méga projet a adopté des engagements. L'objectif est désormais de mobiliser les financements pour accélérer la mise en œuvre des voies routières, ponts, voies ferrées complexes industriels qui vont relier le Kenya, le Soudan du sud et l'Éthiopie à l'Afrique centrale.

Le Gouvernement de la République du Soudan du Sud s'est engagé à mettre en place une structure de coordination visant à accélérer les projets d'infrastructures le long du Corridor de transport Port Lamu-Soudan du Sud-Éthiopie (LAPSSET). Cette annonce a été faite par le Ministre des transports, M. Madut Biar Yel, à Juba à l'issue d'une réunion du Conseil ministériel de trois jours à laquelle ont participé des ministres et des hauts fonctionnaires du Kenya, de l'Éthiopie et du Soudan du Sud.

Les ministres ont adopté les « Engagements de Juba », une résolution en 11 paragraphes, qui appelle les États membres du Corridor LAPSSET à intégrer les projets dudit Corridor dans leurs plans de développement nationaux et à élaborer un plan stratégique décennal pour leur mise en œuvre. Ils se sont également engagés à opérationnaliser son comité de pilotage et son comité technique pour assurer une mise en œuvre coordonnée dans les trois pays.

Les ministres ont reconnu les 16 projets LAPSSET prioritaires identifiés par le Soudan du Sud et ont exhorté les investisseurs privés et les partenaires de développement à canaliser les ressources et le soutien technique vers leur mise en œuvre accélérée.

Le Conseil des entreprises du LAPSSET (LAPSSET Business Council) a été appelé à mobiliser des ressources et des investissements pour la croissance accélérée des composantes clés du Corridor.

Le Vice-Président du Soudan du Sud et



Président du groupe des infrastructures, M. Taban Deng Gal, a souligné que le Corridor LAPSSET présente une opportunité d'intégration régionale et d'augmentation du commerce dans la région de l'Est et de la Corne de l'Afrique.

Le Secrétaire du Cabinet chargé des routes, des transports et des travaux publics au Kenya, M. Kipchumba Murkomen, et le Ministre d'État éthiopien aux finances, M. Eyob Tekalign, ont tous deux réaffirmé leur engagement à accélérer l'achèvement des projets.

Le Directeur de la Division de l'intégration régionale et du commerce de la CEA, M. Stephen Karingi, a souligné les énormes ressources naturelles disponibles dans les trois pays, comme l'argument commercial convaincant de LAPSSET et qui pourrait soutenir la diversification économique et la valeur ajoutée.

Selon M. Karingi, les engagements de Juba ont été considérés comme une démonstration des trois pays prenant des mesures

pour réaliser les Objectifs de développement durable (ODD).

En conclusion, le Conseil ministériel a remercié la Commission économique pour l'Afrique (CEA) pour son soutien au processus LAPSSET ainsi que pour la facilitation des processus ministériels.

La réunion s'est tenue sous le thème « Accélérer la mise en œuvre du LAPSSET pour la paix, la croissance, le développement durable et l'intégration régionale », et a réuni environ 120 participants. Il s'agissait de la troisième édition d'un processus ministériel qui a débuté à Mombasa et s'est poursuivie à Addis-Abeba. Toutes les trois ont été accueillies par les pays respectifs et facilitées par la CEA. Le 4ème Conseil ministériel est prévu à Lamu, au Kenya, en 2024.

Le projet Lamu Port South Soudan Ethiopia (LAPSSET) est un corridor de transport multimodal, d'industrialisation, de diversification économique et d'intensification des échanges.

Télesphore AFFAGNON, Docteur en Prospective et Expert consultant international auprès des Nations Unies

«Il faut occulter l'hypothèse de toute intervention guerrière» au Niger

A la suite de moult travaux de prospective menés sur plusieurs pays francophones d'Afrique centrale et de l'Ouest, notamment dans les domaines de paix, sécurité et développement, sous l'angle de la transition, M. Télesphore AFFAGNON s'est confié à Hommes d'Afrique Magazine. Docteur en Prospective et Expert consultant international près les Nations Unies, l'UNESCO, l'OIIF, l'UEMOA, la BAD, il a participé le 14 juillet dernier à l'UM6P à Rabat, au forum de clôture « IMAGINING AFRICA'S FUTURES », organisé par l'UNESCO pour présenter les conclusions de ses travaux. Il n'a pas non plus occulté la situation de crise qui prévaut au Niger.

Pourriez-vous rappeler le contenu de votre communication à nos lecteurs ?

Bien sûr ! Les réflexions prospectives dans le sens de la « Paix, sécurité et développement en Afrique en transition » sur ces pays d'Afrique francophone révèlent deux piliers essentiels à savoir : la prospérité sociale et la prospérité économique. En voici les contenus qui assurent la transition pour conduire au développement pour une Afrique renou-



velée dans la paix et la sécurité :

En ce qui concerne la prospérité sociale, il faudra travailler sur : la citoyenneté, la santé et le bien-être, la sûreté et la sécurité, l'accès et l'inclusion, la dynamique collective, l'apprentissage continu, le consensus et la transition.

En ce qui concerne la prospérité économique, il faudra travailler sur : l'énergie, les infrastructures, l'économie bleue, les ressources vertes, l'investissement étranger, la responsabilité fiscale et monétaire, le développement de la main d'œuvre.

Tout ceci dans une imbrication totale, tel le tressage de la vannerie ainsi présenté sur le socle en caricature à l'Afrique renouvelée.

Dr AFFAGNON, la situation qui prévaut au Niger, pays d'Afrique de l'ouest depuis le coup d'état du 26 juillet dernier qui s'est soldé par le renversement du président Mohamed Bazoum inquiète plus d'un. Les avis sont partagés entre intervention militaire et dialogue, pour rétablir l'ordre constitutionnel. Au regard de la clarté avec laquelle vous expliquez l'avenir des pays d'Afrique francophone, du centre et de l'ouest, que proposez-vous pour juguler la crise nigérienne ?

D'entrée, j'ose occulter l'hypothèse de toute intervention guerrière, car selon Churchill « Il n'y a de force dont la portée soit plus grande et l'efficacité plus certaine. Toute force suscite par contrecoup, une autre qui, tôt ou tard, l'égale ou la surpasse ». Seuls, l'usage du bon sens et la recherche permanente de la paix



serviraient mieux.

Et je propose une transition qui permette une stabilité pour une prospérité durable en deux points :

- Faire mener une étude prospective sérieuse, par des acteurs

Seuls, l'usage du bon sens et la recherche permanente de la paix serviraient mieux...

véritablement indépendants et chevronnés, qui fasse ressortir les véritables causes des situations en cours dans le pays, toute la rétrospective et la prospective à des horizons de temps assez conséquents ;

- Convoquer des assises nationales au cours desquelles les résultats des études prospectives devront être présentés et expliqués. Ce serait sur la base de ces études prospectives bien expliquées et explicitées que les travaux des assises vont porter, évitant les sortes d'asymétries d'information ou les différences de perception aux différents participants.

Si les principes sont observés, la République du Niger retrouvera, dans les prochaines années, la voie de la prospérité durable.

Fouzi Lekjaa dirige la Fédération royale marocaine de football, depuis 2014. Technocrate, il est au cœur des innovations et de la révolution ayant conduit à la transformation du football marocain.



FOOTBALL

Les grands axes de la vision futuriste qui fait gagner le Maroc

Avec le succès et le parcours historique des Lions de l'Atlas à la dernière Coupe du Monde au Qatar, les projecteurs se sont braqués tout de suite sur le Maroc. Connu pour être un pays développé en Afrique et une destination touristique incontestée, le Maroc a donc commencé à intéresser le monde du football. Comment ce pays est-il devenu le premier en Afrique à atteindre les demies-finales d'une Coupe du monde. Pour comprendre les succès marocains, il faudrait interroger ce qui se dessine depuis des années localement. Un travail titanesque impulsé par la vision futuriste de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

« Le développement du football au Maroc doit s'appuyer sur une approche triangulaire axée sur les infrastructures, le talent et un encadrement qualifié », voilà ce qu'affirme le Président de la Fédération Royale Marocaine de Football, Fouzi Lekjaa, pendant l'atelier consacré au Programme de Développement des Talents lancé en 2020 par le Directeur du Développement du Football Mondial de la FIFA, Arsène Wenger.

« Mes collègues de la fédération et moi-même sommes convaincus qu'une réelle progression passe par la mise en place de ces trois éléments », poursuivait avec force conviction celui qui pilote toute la stratégie globale de relance et de reposition-

nement du football marocain. Un travail d'orfèvre dont les fruits sont désormais visibles.

Mais à la fédération, tout le monde s'accorde pour dire que sans l'implication personnelle de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, toutes les bonnes idées germées çà et là n'auraient pu être concrétisées. De fait, la Vision du football marocain prend ses racines dans la farouche Volonté du Roi Mohammed VI de donner des bases solides et inaltérables à son pays en matière de football.

Après avoir tracé les sillons de l'avenir, le Roi a choisi avec rigueur les hommes qui doivent conduire cette politique révolutionnaire. Les hommes réunis sont la houlette du président Fouzi Lekjaa, une straté-





gie nationale a été pensée et dégagée. Tout ce qui se fait au Maroc n'est donc pas le fruit du hasard. Il s'agit d'une politique pensée au plus haut niveau du Royaume et mise en œuvre par des hommes et femmes de devoir.

Ossature du développement

Selon la FRMF, quatre axes principaux forment l'ossature de la stratégie de développement du Football au Maroc. En 2024, cela fera une décennie que ce plan fonctionne. Un bilan décennal sera forcément fait. Mais en attendant, il faut savoir que le premier pan de cette stratégie repose sur l'acquisition préalable d'Infrastructures footballistiques de qualité. A la FRMF, on estime qu'« il s'agit des fondements de base pour

déployer la stratégie dans la pérennité ». Sur ce point crucial, le Maroc n'a pas lésiné sur les moyens et sur les idées. En effet, le pays a procédé

Le développement du football au Maroc doit s'appuyer sur une approche triangulaire axée sur les infrastructures, le talent et un encadrement qualifié.

à des investissements lourds qui ont nécessité un contrat programme multi-ministériel, assure les responsables du football marocain

Le but de ces investissements à court, moyen et long terme était de permettre aux Marocains de s'intéresser davantage à ce sport. Que ce soit les hommes, les jeunes ainsi que les femmes. Au soutien de cette politique de vulgarisation de la chose footballistique, le Maroc construit, depuis 2016, 100 terrains de football en gazon synthétique par année dans l'ensemble des Régions. Au contraire des pays qui investissent dans les infrastructures sans penser à la pérennité des installations, la Fédération a mis en place une politique de maintenance pour en assurer la durabilité.

Les infrastructures de qualité mises en place, un sous point de la Stratégie consiste donc à Professionnaliser l'Elite. Dans cette optique, les 32 clubs Elite, qui sont de la Division 1 et de la Division 2, pratiquent le football sur des terrains qui sont obligatoirement aux normes FIFA : cela implique absolument des terrains avec du gazon naturel, des tribunes et vestiaires, un éclairage excellent et des systèmes de sécurité (vidéo surveillance, tourniquets billetterie). Par ailleurs, la Fédération pourvoit lesdits clubs en Centre de Formation avec terrains, hébergement, éléments accessoires, précise la Fédération. A la suite des clubs plus huppés, le Maroc met un point d'honneur à maintenir les autres acteurs du football dans le même canevas.

Aussi les 13 Ligues Régionales du Royaume sont-elles dotées d'infrastructures d'accueil incluant des terrains et immobiliers pour le siège administratif. C'est du jamais vu en

Afrique...

Le Maroc ne s'arrête pas en si bon chemin. Dans sa politique d'alignement des infrastructures sur la formation, il s'est doté de plusieurs autres Centres de Formation d'excellence dont le fleuron reste le Complexe Sportif Mohammed VI de Football. C'est en ce lieu qu'on retrouve le point névralgique du regroupement des Équipes Nationales de toutes catégories (14 catégories à ce jour). Il abrite également le Centre de Formation de la Direction Technique Nationale. Ce Complexe n'a pas de complexe à se faire s'il s'agit de se comparer à ce qui se fait à travers les pays dits développés. En effet, en plus de la multitude de terrains, une polyclinique complète, un amphithéâtre, 4 hôtels d'une capacité de 400 lits, font sa renommée. Le Maroc a essayé de dupliquer ce centre en en construisant 4 de même nature mais en format réduit avec une capacité d'accueil de 80 lits, pour assurer la

prise en charge des meilleurs jeunes dans les régions.

Développer des programmes innovants

Le deuxième grand axe de la stratégie de développement du football marocain s'articule autour de la Formation et de l'Encadrement. A ce niveau, on assure que la Direction Technique Nationale a les coudées franches pour dérouler son programme d'activité. Grosso modo, à ce stade, il s'agit de suivre et d'adapter la stratégie eu égard aux fluctuations du Football moderne. Ce travail n'est pas de tout repos puisqu'il est constamment soumis à des audits. Pour être encore et encore amélioré...

Parce que le Maroc a décidé de former dans tous les métiers inhérents au football. Entraîneurs, Encadrants Jeunes, Arbitres, Gardiens de buts, par un système de formation et d'évaluation diplômant et reconnu





(licences CAF), le Maroc forme dans toutes les catégories, à savoir : Seniors, Féminins, Jeunes, Futsal, Beach Soccer.

Aujourd'hui, les premières licences PRO CAF d'Afrique sont délivrées au Maroc. Une prouesse due au travail qui se fait sur place dans la rigueur.

La Direction Technique Nationale est donc au cœur de ce dispositif qui repense le football marocain. Dans son travail, elle a en charge aussi la formation dans les métiers annexes que sont les administratifs, les financiers, les stadiers, mais aussi les directeurs techniques. Enfin, la DTN suit avec un œil inquisiteur les sections sport-études. Ensemble, avec certains ministères, le football scolaire est ausculté pour y faire naître des pépites. D'après la Fédération, l'axe de concentration de ces trois dernières années a été opéré plus particulièrement sur le Football Féminin.

Le troisième axe de la stratégie déployée par le président de la Fédération et ses hommes met l'accent sur une politique de Restructuration. Cette restructuration se déploie par domaine de compétence et d'autonomie. C'est en ce sens que les championnats sont dotés de quatre

En 2019, un véritable Plan Marshall pour le football féminin a été créé à travers la signature d'une convention pour le développement du football féminin sur tout le territoire national.

Liges Nationales autonomes dans la gestion de leur activité : La Ligue Professionnelle, la Ligue Amateur, la Ligue Féminine et la Ligue de Football diversifiée.

Dans un premier temps, cette action permet se rassure-t-on à la Fédération de « clarifier le mode de gestion des clubs professionnels en les dotant réglementairement de Sociétés Sportives, et en suivant les modes de gestion standards de gouvernance ». Pour suivre ces investissements multiples dans les clubs et leur gestion, la Fédération Royale Marocaine a en son sein une Commission de Gouvernance créée dès 2015. Qui comprend des Systèmes Informatiques centralisés et homogènes, fournissant des bases de données d'informations essentielles à la structuration de l'activité footballistique et ses adjuvants.

Voir toujours plus grand

Le Maroc n'oublie pas qu'il ne peut

vivre en autarcie, surtout concernant le football. C'est pourquoi son quatrième axe se concentre sur le rayonnement international de sa sélection phare, mais aussi des autres équipes. A cet effet, la Fédération royale marocaine de football multiplie les initiatives et les présences remarquées au cœur des Instances internationales de football telles que la FIFA, la CAF, l'UNAF, l'UAFA ...

Sur le continent, le Maroc développe une politique de proximité en signant des partenariats avec les fédérations de football. Il met un point d'honneur à participer à toutes les compétitions internationales et se pose en dernier recours chaque fois qu'un autre pays rencontre des difficultés pour organiser une compétition d'envergure panafricaine.

Pour preuve, la dernière Coupe d'Afrique Féminine de Football organisée au Maroc a généré un tel afflux de spectateurs qui n'avait rien à envier à la Coupe d'Europe Féminine de Football organisée au même moment. Le Président Fouzi Lekjaa et ses hommes ne sont donc pas de sacrés veinards qui profitent de la providence. Non, ce qui leur arrive avec ce rayonnement nouveau du football marocain est la résultante d'un travail acharné, coraqué à distance par Sa Majesté le Roi Mohammed VI...

Avec la Demi-finale de Coupe du Monde atteinte par le Maroc en 2022 ; la Première participation en Coupe du Monde Féminine FIFA et franchissement des phases de groupe en 2023 ; la Première participation en Coupe du Monde Féminine FIFA des moins de 17 ans en 2022 ; le Quart de finale de la Coupe du Monde Futsal FIFA atteint par le Maroc en 2022 et les parcours réguliers des Clubs en Finales de Coupes d'Afrique, le Maroc voit plus grand.

Il ne veut pas dormir sur ses lauriers. Il vise grand et veut s'installer dans la durée. C'est pourquoi la CAN



en Côte d'Ivoire reste une priorité. Derrière, le Maroc veut montrer à l'Afrique et au monde qu'il est prêt, prêt pour accueillir sur son sol : la COUPE DU MONDE de football. Il s'agira d'une reconnaissance mondiale de tout le travail abattu depuis 10 ans pour faire du Maroc une place forte du football africain.

Le dernier axe de développement du football national marocain concerne le football féminin. La FRMF a d'abord procédé à la création d'une ligue dédiée au football féminin, la Ligue Nationale de Football Féminin, et ce afin de structurer les championnats féminins nationaux. Par la suite, en 2019, un véritable Plan Marshall pour le football féminin a été créé à travers la signature d'une convention pour le développement du football féminin sur tout le territoire national. L'objectif annoncé : mettre en place les moyens techniques et financiers pour augmenter la pratique du football et améliorer la professionnalisation du football féminin.

Cette convention, signée entre la FRMF, la Direction Technique Nationale, la Ligue Nationale de Football Féminin et les Ligues Régionales comporte plusieurs volets :

- **Sportif** : Création d'un championnat professionnel (D1 et D2) et de championnats pour les catégories de jeunes ;

- **Financier** : Augmentation de la subvention annuelle réservée au football féminin, avec des salaires minimums garantis par la FRMF pour les joueuses et les staffs, financement des ligues régionales féminines, accompagnement de la professionnalisation des clubs féminins sur le plan administratif et financier ;

- **Technique** : Formation de milliers de cadres techniques au sein des clubs féminins et augmentation massive du nombre de licenciées.

Toujours dans le cadre du développement du football féminin, il a également été procédé à la signature d'une convention de partenariat quadripartite entre le Ministère de l'Education

Nationale, du Préscolaire et des Sports, la Fédération Royale Marocaine de Football, la Fédération Royale Marocaine du Sport Scolaire et la Fondation "Sports Education Solution" afin de mettre en place un cursus de sport-études.



Interview exclusive avec Chris Van Puyvelde,
Directeur technique (DTN) de la Fédération royale marocaine de football (FRMF)

«C'est au bout de l'action qu'on a le résultat»...

Présenté en juillet 2022 au Complexe Mohammed VI de football à Maâmoura, le technicien belge âgé de 63 ans a, notamment, été directeur technique de la Belgique de 2015 à 2018, puis de la Chine jusqu'à juin 2022. Ayant exercé, auparavant, en tant que manager, entraîneur et entraîneur - assistant dans plusieurs clubs et ce, depuis 1993, Chris Van Puyvelde dans cette interview aborde, presque tous les volets du football marocain. Sans oublier les récents exploits des équipes nationales masculine et féminine. pour finir, le DTN entrevoit de très belles perspectives pour le football africain en général et marocain en particulier tout en mettant un accent particulier sur la formation.

Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

Mon nom est Chris Van Puyvelde. Je suis le Directeur technique national de la Fédération royale marocaine de football. J'ai travaillé un peu partout dans le monde. J'ai beaucoup travaillé comme Directeur technique en Belgique, en Chine et maintenant ici au Maroc. Mais avant, j'étais entraîneur, entraîneur-adjoint, coordinateur des ligues pro, coordinateur foot-études. J'ai travaillé à l'UEFA, AFC aussi à Athènes, avec Olympiakos; j'ai travaillé au Pays-Bas également. Je suis ici au Maroc avec ma petite famille. Pour me résumer, j'évoquerai le «Yin et le Yang» comme on le fait en Chine, pour dire un peu que ma passion pour le football est très grande et j'ai toujours recherché l'équilibre entre ma famille et le football pour avancer dans la vie. C'est un peu comme

si on tourne notre dos vers le passé et notre visage vers le futur. Et moi je suis très optimiste quant au futur. Mon plus grand souhait est de bien m'adapter ici au Maroc et travailler avec les gens afin d'engranger de très bons résultats qui constituent pour moi la fin du processus. Et lorsqu'on fait un processus de formation, avec des priorités bien définies, les résultats viennent toujours, mais il faut du temps.

... Nous avons des individualités qui séduisent par leur talent

On vous connaît en tant que fin connaisseur du football, mais quelle est votre vision ici à la tête de la DTN ?

Pour moi il ne s'agit pas de trop bavarder, mais d'être vraiment concret. Je vais vous surprendre peut-être, mais ma vision se résume à un seul mot très fort: ACTION...! Oui, je priorise l'action, c'est au bout de l'action qu'on a des résultats.

L'équipe fanion de football du Maroc est entrée dans la

« cour des grands » après son bilan plus qu'élogieux lors de la dernière coupe du monde au Qatar. Elle a déjoué tous les pronostics en terminant à la quatrième place du classement final. Une performance qu'aucune sélection africaine n'avait réalisée auparavant en phase finale. Comment expliquez-vous une telle transformation et ce niveau de performances ?

Comme tout le monde le sait, notre participation à la dernière Coupe du Monde au Qatar a donné de l'oxygène au sein de notre fédération et dans ce beau pays. Mais cela a aussi donné de l'oxygène à toute l'Afrique. En réalité, seulement 2% de ceux qui ont joué à la Coupe du Monde jouent en Afrique. Ce qui signifie que c'est un véritable exploit que nous avons réalisé et qui d'ailleurs conforte la thèse selon laquelle l'Afrique doit investir dans la formation, comme cela se fait d'ailleurs très bien ici au Maroc. Tout le monde sait qu'en Afrique nous avons des individualités qui séduisent par leur talent. Mais ici au Maroc, le coach Walid Regragui et son staff ont réussi à mettre ces individualités dans un collectif de sorte à construire une équipe qui produise un très beau football. Même à la Fifa, le Maroc est aisément cité parmi ces grandes équipes qui font bloc, qui jouent et attaquent avec efficacité et c'est une très grande fierté par ici. Cependant, cela ne veut pas dire que maintenant on est tranquille et qu'on dort sur nos lauriers. Pas du tout, car il faut continuer à travailler. Et mon boulot consiste également à assurer la formation interne ici, sans



oublier que lorsque les joueurs évoluant à l'international arrivent ici, il faut les encadrer d'une façon professionnelle. Quand on voit que 90% de nos joueurs viennent de l'Europe, mon rêve c'est que d'ici 2030, qu'on fasse du 50/50. Et pour réussir cela, il faut mettre en place la structure, la motivation est déjà ici. Le Maroc c'est un pays formidable où il y a la passion du football, mais il faut aussi gérer les émotions. Et la Fifa est vraiment en train d'aider l'Afrique à mettre en place la structure et c'est la même chose ici au Maroc. Notre président de la Fédération royale marocaine de football, M. Fouzi Lekjaâ et Sa majesté le Roi également nous donne beaucoup de supports, à tous les niveaux et nous sommes en train d'établir une structure stable pour grandir davantage. Ce qu'on a fait au Qatar nous a donné de l'énergie certes, mais le travail doit continuer et c'est maintenant que le plus dur commence. Il y a un travail énorme qui a été abattu ici, et nous allons continuer dans cette même lancée.

Le Maroc a abrité récemment une compétition majeure de la CAF ; à savoir, la CAN-U23. Comment vous êtes-vous impliqués, afin que cette compétition connaisse le succès qui fait la fierté du Maroc aujourd'hui ?

C'est très clair, je me rappelle encore

quand j'avais commencé mes débuts ici, il y a de cela un peu plus d'un an, j'avais vu les U23. J'ai vu que même la sélection des joueurs était difficile. Houcine Ammouta m'avait dit qu'il devait rester avec son équipe et c'était important de former un nouveau staff. On a vu Issame Charaï qui est un belge d'origine marocain. Il est venu avec sa famille, on a formé un nouveau staff et on a vu presque 100 joueurs. Et pas à pas, on a reconstruit l'équipe avec l'aide de tout le monde, mais on a suivi une structure qui est claire, ça veut dire qu'il n'y avait pas d'interférences qui venaient de partout. C'est vrai qu'il y avait des critiques de part et d'autre mais fondamentalement elles nous permettaient de corriger et d'avancer. On

Chez nous, la formation est réglée de sorte que l'entraîneur est le plus important...

est allé pas à pas, et tout le monde a vu les résultats à la fin du processus. C'est un processus qui était très clair, mais dans cette compétition-là on a vu aussi d'autres équipes qui étaient très fortes. Cependant, à ce niveau-là, les détails font la différence. Par exemple, on a recruté des entraîneurs d'ici, qui sont d'anciens joueurs de haut niveau, on a recruté des médecins, des physio-thérapeutes, etc. Tous étaient focalisés sur «gagner», en faisant une bonne préparation mais tout en s'adaptant au moment. C'est comme ça que fonctionne le football. Et de deux, il y a la créativité du moment. Chez nous la formation est réglée de sorte que l'entraîneur est le plus important. On est entrain de créer une plateforme pour les joueurs, et on leur enseigne que c'est à eux de prendre les décisions dans le match. Et c'est déjà à partir de 5-6 ans qu'il faut inculquer ces données aux enfants. C'est pourquoi cette plateforme veille à tout cela. Les meilleurs formateurs, les meilleurs entraîneurs sont ceux qui donnent la parole aux joueurs, aux enfants en se concentrant sur leurs qualités. On peut reconnaître que le pied droit de Lionel Messi n'est pas top, mais son pied gauche est magique. Alors il ne faut pas trop se concentrer sur le pied droit, mais sur les qualités du joueur. Si on a un joueur qui va vite alors il faut penser vite, et donc avant de recevoir le ballon il doit déjà avoir la solution. Et pour tout ça il faut passer par la formation

mais aussi, par les compétitions de haut niveau. C'est pour ça qu'on a décidé de faire trois sortes de compétitions : nationale, internationale et intercontinentale. Comme ça les joueurs auront l'occasion de découvrir plusieurs possibilités. Il faut toujours donner plusieurs possibilités aux joueurs car c'est à eux dans le match de trouver les solutions. Et pour réussir tout ceci, il faut s'y prendre très tôt, autour des 5-6 ans, afin d'entraîner le cerveau vers les pieds.

Le Comité exécutif de la CAF s'est réuni début 2023 à Rabat avant la finale de cette compétition. A l'issue de leur réunion, la CAF a félicité le Maroc pour la qualité de ses infrastructures qualifiées de « classe mondiale » par l'instance faitière du football africain. Comment pouvez-vous présenter ces infrastructures à nos lecteurs ?

Sur cette question, je vais y aller sans détours pour affirmer que nos infrastructures ici sont de classe mondiale. Le Roi, le président de la fédération, et tous les acteurs du football dans ce pays ont pris la décision d'ouvrir un centre d'entraînement de haut niveau. Il y a de cela 20 ans en arrière, en Europe on disait aux joueurs, «tu vas jouer dans le désert». Cependant aujourd'hui, on ne peut plus tenir ce langage. Ce sont des infrastructures formidables que nous voyons en Afrique et particulièrement au Maroc. Cela met les acteurs du football dans de bonnes conditions et en confiance. Et donc le joueur n'a plus d'excuses à donner. Aujourd'hui, on a plusieurs centres de formation au Maroc, même si le centre de formation Mohammed VI représente l'un des grands centres ayant produit plusieurs grands joueurs. Cet exemple est en train d'être reproduit un peu partout dans le pays. On a Saïdia, mais on a également commencé à Beni Melal et on a commencé à Casablanca et il y aura d'autres centres qui permettront aux joueuses filles comme aux jeunes garçons de concilier football et études. Le gouvernement a beaucoup investi dans ce projet car cela donne au pays assez



d'opportunités de montrer que le Maroc est une grande nation de football.

La phase finale de la CAN (dans les prochains mois, en Côte d'Ivoire) et les élimina-

toires de la coupe du monde (2026) sont les principaux événements à venir pendant lesquels on aura l'occasion de revoir les Lions de l'Atlas à l'œuvre. Comment cette équipe se présente-t-elle aujourd'hui ?

C'est vrai qu'il y a beaucoup de compétitions qui arrivent et je peux vous assurer que les Lions de l'Atlas aujourd'hui s'apprentent de la meilleure manière pour affronter ces différentes compétitions avec tout le professionnalisme qu'on leur connaît. Mais vous savez, moi je ne regarde pas seulement les résultats. On aura beaucoup d'occasions pour prendre le temps de la réflexion du foot. Mais aussi et surtout, le temps des expériences car c'est sur la base des expériences qu'on construit le futur et on est encore en pleine construction. Si on ne fait pas la construction on va dépendre

Si on ne fait pas la construction, on va dépendre des résultats...



Avec Arsène Wenger dans mon bureau

des résultats et s'il n'y a pas de résultats on dira qu'il n'y a pas de construction. Et si on doit se focaliser uniquement sur les résultats, on ne les aura pas. Ici, nous sommes en train de travailler sur le long terme afin de bâtir quelque chose de durable. Pour preuve, l'Argentine a gagné la Coupe du monde, mais le football en Argentine se développe depuis 20-25 ans. En Europe c'est pareil. En Asie, des pays comme le Japon par exemple ont mis en place un plan qui les mènera jusqu'à 2050 pour atteindre des objectifs bien définis. Il y a plutôt beaucoup de «diamants» en Afrique et il faut les tailler. Et pour le faire, il faut la formation, les compétitions. Certes on veut tout gagner, mais même si on perd, on gagnera en expérience pour être mieux aguerris dans le futur. Et pour cela, il va falloir gérer les émotions, ce qui n'est pas toujours facile. Ce que nos différentes équipes ont fait la saison passée est formidable. Mais pour autant on n'a pas le droit de dormir sur nos lauriers, on doit continuer la formation.

Il y a aussi la CAN 2025. Selon plusieurs sources concordantes, elle pourrait se jouer dans le Maghreb. En exclusivité pour nos

lecteurs, pouvez-vous faire le point sur la candidature du Maroc ? Sa force et ses arguments face à d'autres pays ?

Sur cette question, je n'ai pas assez d'éléments car je ne suis pas impliqué dans l'organisation, mais plutôt dans le volet technique. Par contre, si vous me demandez quels sont les arguments que le Maroc possède pour mériter d'organiser cette compétition, je vous dirai car il y en a tellement. Mais pour le reste, c'est surtout les autorités qui sont impliquées dans la gestion de la candidature du Maroc pour la CAN 2025 qui sont à

Pour moi, il n'y a pas de différence entre le football masculin et le football féminin...

même de vous apporter des réponses précises.

Le foot féminin, aujourd'hui, est devenu, à travers le monde et surtout en Afrique, une niche d'opportunités multiples. Comment le football féminin est-il organisé au Maroc ?

Pour moi, il n'y a pas de différences entre le football masculin et féminin. Le foot c'est le foot. Si vous aviez vu comment cela a commencé il y a de cela 5 ans dans le football féminin ici, je dois avouer qu'il y a une progression énorme aujourd'hui. Les différentes autorités en charge de la question font des efforts énormes. Partout au Maroc, c'est le football et l'éducation, ce qui donne l'occasion aux filles de jouer et d'étudier en même temps. Et quand tu es joueuse professionnelle, tu es payée par la fédération. Celles qui sont en Europe assurent leur formation là-bas et les locaux suivent une formation ici. Et nous, nous soutenons tous ces efforts et motivons surtout les filles à faire du sport et à jouer au football. Pour le pôle masculin, on est à un certain niveau, mais pour le pôle féminin, on est en train de grandir. Avec les deux pôles on

veut grandir, aller vers le futur et pour y arriver c'est le processus «gagné» qu'il faut privilégier.

Vous êtes le Directeur technique d'une des plus importantes fédérations de football en Afrique. Cela fait de vous un acteur important et incontournable du football africain. Comment décrivez-vous vos fonctions ? A quels défis êtes-vous confrontés ? Quelles stratégies aviez-vous mises en place pour les surmonter ?

Je vais vous dire une chose : moi je ne suis pas important. Ce qui est important c'est de pouvoir créer une atmosphère avec des gens compétents et qui peuvent donner quelque chose en plus et qui peuvent travailler avec les autres. Avec Fathi Jamal j'ai des relations formidables. Il travaille ici depuis longtemps et connaît bien le football marocain et tout le monde le connaît ici; il est un peu comme mon miroir ici. Ne pouvant prendre des décisions qui vont à l'encontre de la culture marocaine, je prends souvent son avis. Nous sommes d'ailleurs tous les deux de 59 et on nous appelle les frères 59. Il y a une très bonne ambiance ici au Maroc. Moi je veux mettre des gens proactifs ensemble pour construire des voies utiles à tout le monde. J'ai des connaissances dans le football en Europe, en Asie et maintenant en Afrique et donc je donne ces compétences ici de sorte à les faire profiter pour construire quelque chose de durable. C'est une grande tâche qu'on mène tous ensemble, et seul je ne suis pas important.

Enfin, en votre qualité de haut-technicien du sport, notamment le football, quelle lecture faites-vous de l'évolution et des perspectives de ce sport sur le continent aujourd'hui ?

Pour moi, les perspectives du football en Afrique sont très bonnes. C'est vous dire que l'évolution du football dans ce continent est assurée. L'Afrique produit beaucoup de talents. Mais pour moi, le continent africain doit beaucoup plus



Mes enfants, avec leurs partenaires

s'investir dans la formation et l'infrastructure afin de former ses joueurs sur place. Ils ne doivent pas toujours partir en Europe pour faire une formation. A ce niveau-là, toutes les fédérations doivent prendre conscience que c'est la meilleure façon d'évoluer et de garantir un avenir radieux pour le football sur le continent. Je me rappelle qu'en Belgique il y a 20-25 ans on a reconstruit la formation, la Croatie a fait pareil. Ce ne sont pas des décisions faciles à prendre, mais il faut savoir prendre des initiatives et avoir une vision prospective comme notre président de la Fédération royale marocaine de football. Mon rêve c'est de voir le continent africain s'investir à 50% dans la formation. Ainsi les joueurs qui vont jouer dans la Coupe du monde seront des joueurs qui évoluent sur le continent ou qui ont reçu une formation

en Afrique jusqu'à 17-18 ans avec de belles compétitions, de bonnes infrastructures, des gens compétents mais surtout, avec des structures politiques qui soutiennent le sport. Et je vais finir par un petit exemple. J'étais à la Fifa, mais avant, au Ghana, avec les différents Directeurs techniques de l'Afrique. Et lors de mes échanges notamment avec le DTN de la Somalie, il m'a montré une photo sur laquelle on pouvait voir un petit garçon de 8 ans avec une mitraillette. Et plusieurs semaines plus tard, grâce aux subventions de la Fifa ce gamin a jeté son arme et s'est lancé dans le football. J'ai montré cette photo au président Infantino qui s'en était réjoui également. Et j'ai dit si grâce au football, on peut arracher les enfants de ces situations dramatiques, cela est vraiment une très bonne chose.

Musique reggae

Un featuring inédit pour envisager un monde meilleur

Dans les semaines à venir, le monde musical pourra se régaler d'un single nouveau qui préfigure d'un immense projet musical. Fahad Bastos, reggaeman d'origine comorienne et Maria Siga, artiste chanteuse sénégalaise, ont fusionné leurs talents pour peaufiner «Imagine», un morceau idéaliste qui envisage un monde où il ferait beau vivre pour tous.

De la musique pour créer ou envisager un monde dépourvu d'animosités et dans lequel tous les hommes se sentiraient heureux... ! Voilà le premier pas qu'entendent poser ensemble Fahad Bastos et Maria Siga. Ceci à travers un reggae qui emballe et adoucit les sens.

A en croire les deux artistes, pour l'une des rares fois dans l'histoire du reggae, une collaboration musicale va fortement retenir l'attention des mélomanes du fait que le duo décrypte les réalités quotidiennes que nous vivons tous, sans distinction de race, sexe ou religion. En réalité, les difficultés ou problèmes liés au quotidien sont humains et planétaires. Ceci rend la thématique davantage accessible à tous, en même temps quelle nous invite à la réflexion, surtout quand on réalise la jungle qu'est devenu le monde dans lequel nous vivons. Sur le single intitulé «Imagine», Fahad et Maria invitent chacun à mûrir la réflexion sur la difficile condition humaine et surtout à imaginer «un monde parfait, sans violence ni discrimination, où régnerait l'égalité ; un monde sans peine, sans haine, où nos vies seraient sans crainte ni peur ; un monde où tout le monde mangerait à sa faim...»

Les aficionados du reggae éprouveront donc du plaisir à savourer de la bonne vibe tout en posant leur attention sur une réflexion existentielle. Les arrangements soignés du titre «Imagine» renseignent sur la qualité du travail abattu et du sérieux qui entoure ce projet musical. Le son fond comme un délicieux bonbon sur la langue, quoique le message interpelle. Il s'agit d'une petite merveille, une chanson pleine d'émotions



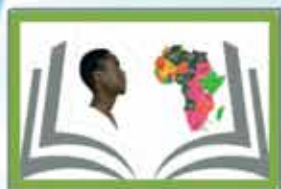
profondes, mais en même temps de soleil et de couleurs car elle envisage malgré tout, de beaux jours à l'humanité.

Deux artistes pour une même vision

Au départ de ce projet, les deux artistes qui dégagent une forte énergie sur scène, avouent avoir en partage, «une même vision». Celle d'interpeller l'humanité à travers des mélodies touchantes et qui abolissent les frontières physiques et morales. De son vrai nom, Fahad Faisoil Ali, est un reggaeman qu'on ne présente plus. Le comorien qui se réclame «citoyen du monde» est leader du groupe «Africa United», un véritable melting pot connu pour ses multiples participations aux grands événements et festivals à travers le monde. Le groupe a forgé son art au Maroc notamment où

résident nombre de ses éléments issus de diverses origines. Fahad et son groupe s'inspirent surtout de la grande richesse culturelle africaine, proposent des textes assez fédérateurs dans un reggae universel. Mariama Siga Coulibaly, de son vrai nom, est une jeune artiste sénégalaise. Fêrue des rythmes traditionnels de sa Casamance natale, elle n'hésite pas à les fusionner avec le reggae, le blues ou le jazz. A son actif, la lauréate du concours One Riddim de Baco Records compte «Asekaw» (femme en diola), un album qui rend hommage à la femme, ainsi que plusieurs tournées réussies au Maroc, en France et au Canada. A la suite de ce premier single dont la sortie est prévue pour le mois d'octobre prochain, les deux jeunes stars entendent déployer un vaste projet musical pouvant alterner plusieurs genres musicaux dont notamment le reggae reconnu comme étant une musique universelle. «Il n'est pas exclu la réalisation d'un album ensemble, avec le temps», susurre Fahad, sourire en coin. Par ailleurs, chacun des deux artistes participera à plusieurs événements dans les mois à venir, dans plusieurs pays d'Afrique et d'Europe, notamment au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, Maroc, en France, Allemagne, Suisse, pour ne citer que ces pays-là.

Fahad et son groupe s'inspirent surtout de la grande richesse culturelle africaine...



LaRAD
Laboratoire de Recherches et
d'Actions Diplomatiques



Association Gabonaise pour
les Nations Unies



ORGANISENT EN PARTENARIAT AVEC



LA REPRÉSENTATION PERMANENTE DU BURKINA FASO AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES À NEW YORK

SOMMET

SUR LE FINANCEMENT
DES FEMMES ET DES JEUNES
EN AFRIQUE EN MARGE DE LA 78ÈME
SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES
NATIONS UNIES

20 & 21
Sept.
2023

NEW YORK





Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
Centre d'information Sur la Coopération Sud - Sud et Triangulaire



Forum Régional de Haut Niveau sur le Développement du Secteur Agricole

Libérer le potentiel de l'industrialisation et du développement
des chaînes de valeur agricoles en Afrique Centrale : Une approche
de la coopération sud - sud et Triangulaire

25 - 27 Octobre 2023 - Malabo Guinée Équatoriale